

Le job secret de Dati : dircom du roi du Maroc

Lait infantile : des pédiatres biberonnés par les industriels

P. 3

P. 4



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



111^e ANNÉE - N° 5491 - mercredi 4 février 2026 - 2,20 €

D.O.M. 2,60 € - Suisse 3 CHF - Belgique / Luxembourg 2,40 € - Grèce 2,50 € - Espagne / Port. Cont 2,50 € - Italie 2,50 € - Tunisie 7,2 DT - Maroc 27 DH - Afrique CFA 1700 CFA - Allemagne 3,20 € - Canada 4,5 CAD - GB 2,40 £

Commentaire post mortem d'Epstein : "Apparemment, Jeffrey encore beaucoup de monde !"

LA FRANCE AU TRAVAIL



Coup de jeune pour le Medef

LE PATRON du Medef revient à ses premières amours. Fin 1993, quand Patrick Martin faisait ses débuts de militant, le gouvernement Balladur proposait un salaire minimum réduit pour les jeunes, avant de reculer devant les manifestations massives suscitées par cette mesure. Le boss des boss n'a pas dû y participer : ce 28 janvier, il a proposé aux syndicats de reprendre cette idée de génie pour favoriser l'insertion professionnelle. Mieux encore, toujours au prétexte de favoriser l'emploi des moins de 30 ans, il a ressorti de son chapeau le contrat première embauche (CPE), dans une version à précarité augmentée : les entreprises

leur proposeraient un CDI que l'employeur pourrait rompre « sans motif pendant les trois premières années ». Encore une idée qui rajeunit ! Pour mémoire, en 2006, sous le gouvernement Villepin, le CPE avait déclenché un mouvement de colère historique dans la rue. Là encore, la mesure n'a pas été mise en œuvre. A défaut de savoir rassembler ses propres troupes (on se souvient du fiasco, en octobre dernier, de la « mobilisation générale des entrepreneurs »), Patrick Martin s'est-il mis en tête d'organiser les manifs contre lui ? Lecornu, lui, a fait part de son mécontentement et a opposé un net refus le 2 février.

L. G.

C'est saisissant !

UNE SEMI-REMORQUE, un pur-sang, un yacht de 41 mètres, 340 bovins, 323 kg de vessies natatoires d'acoupa rouge (un poisson très prisé

en Chine), etc. L'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) est bien embêtée : elle ne sait pas où les entreposer (« Le Monde », 31/1). L'an dernier, elle avait saisi l'équivalent de 1,4 milliard d'euros. Des biens que l'Agrasc est censée revendre au profit des victimes et de l'Etat. Problème : le coût de leur stockage est parfois plus élevé que leur valeur.

Si jamais de bonnes bouillottes saisies sont en souffrance, « Le Canard » veut bien prêter sa cave...

CHANDAIL EXPRESS

« E T maintenant que vais-je faire ? » Même s'il a déjà sa petite idée, c'est évidemment la question que ne va pas manquer de se poser Sébastien Lecornu. Après l'échec des deux dernières motions de censure, à l'issue de quatre mois pénibles et lassants de tractations, de marchandages, de renoncements et trois 49.3, dont il avait pourtant promis-juré de ne pas user, il est enfin parvenu à doter le pays d'un budget. Et à le faire voter sans être renversé. A un mois des élections municipales, ça commençait à urger.

L'affaire n'a pas fait grand bruit, car, depuis un bon moment déjà, les interminables et lancinants débats (350 heures) sur le sujet suscitaient dans l'opinion un profond désintérêt. Le Premier ministre au chandail pépère n'est pas un énervé : il a pris son temps. Le temps, pour quelqu'un qui sait en jouer et a failli ne durer que vingt-sept jours à Matignon, c'est important. Et il risque d'en avoir un peu plus maintenant, puisque, sauf gros accident aux municipales, où il est candidat, il semble bien parti pour rester.

Certes, avec tous les cadeaux qu'il a dû céder et concéder, la loi de finances qu'il a de haute lutte fait voter n'est pas exactement celle qu'il avait en tête en arrivant. Ni celle dont rêvait la Macronie. Mais le partage des tâches – à Matignon la cuisine, à l'Elysée le domaine réservé – convient à Macron. Et, au-delà du fait qu'à l'Assemblée la période ne se prête plus trop à des velléités de législatives anticipées, l'homme pas pressé sait désormais son emploi moins menacé. Il peut poursuivre son mandat jusqu'à la fin du quinquennat. La ques-

tion se pose donc : pour en faire quoi ? A en croire Macron, ou du moins ses vœux, il aura de quoi faire dans le temps qu'il lui reste à l'Elysée, et qu'il prétend « jusqu'à la dernière seconde » rendre « utile ». Reste à savoir comment son Premier ministre préféré entend jouer les utilités.

L'intéressé, après s'être hâté lentement, dit vouloir « avancer très vite » et mettre son gouvernement « en tension ». Entre un remaniement technique, avec le remplacement de Rachida Dati, la loi sur la fin de vie, la finalisation de la loi de programmation militaire, les mesures supplémentaires d'aide à l'agriculture, l'agenda et l'emploi du temps ne seront pas vides, mais rien de très audacieux ni ambitieux. D'où, justement, à propos d'ambitions, celles qui n'ont pas manqué de lui être prêtées.

L'homme à la petite laine a beau répéter à la moindre évocation du sujet : « Je ne suis pas candidat à la prési-

dentielle, ça ne m'intéresse pas », d'aucuns, des proches comme des adversaires, se sont empressés de faire savoir qu'ils n'en croyaient pas un mot. Et de s'emballer, arguant que Lecornu avait remis sa démission avant de revenir trois jours plus tard sur sa décision. Puis en avait fait autant avec le recours au 49.3. Et d'expliquer que le moine-soldat, s'il laisse tranquillement l'armée des postulants s'écharper, a ses chances, comme il l'a fait avec ses prédécesseurs Barnier et Bayrou, de jouer un crédible recours.

Pareilles ambitions sont des plus incertaines, et elles seraient très intépides si elles s'avéraient. Car, si le budget 2026 peut être mis à l'actif de l'ami du chandail, le passif du prochain budget 2027, avec un déficit annoncé comme impossible à compresser, lui est déjà imputé. La réponse à la question : « Et maintenant que vais-je faire ? » risquera alors d'être autrement compliquée.

Erik Emptaz

LE COURS ORDINAIRE DES CHOSES



Morandini, un problème mineur

EN 2016, les journalistes d'Info, la future CNews, lançaient une grève historique pour s'opposer à l'arrivée de Jean-Marc Morandini, mis en examen pour corruption de

mineurs aggravée. Dans les assemblées de salariés, les opportunistes qui rapportaient à la direction s'appelaient Pascal Praud et Laurence Ferrari... En 2026, Morandini est définitivement condamné, et les deux vedettes n'ont pas viré du jaune au rouge, rassurons-nous. Mais elles ont fini par se dire gênées aux entournures. Elles ont mis le temps.

Praud et Ferrari ont surtout courageusement attendu que leur collègue Sonia Mabrouk, acculée, admette à l'antenne qu'il y avait un léger problème Morandini dans leur chaîne de télé si pieuse et si moralisatrice. Depuis, Mabrouk s'en va et revient. Un coup, la grande résistante doit être brûlée vive ; un autre, la future maman prépare simplement son congé maternité...

La crise est en tout cas sans précédent, et la meute se tient prête. Le bulletin paroissial le « Le Journal du dimanche »

(1/2) a glissé une phrase au détour d'un article pour se dire « aux côtés des victimes » de Morandini. Et l'évêque de CNews, Philippe de Villiers (lire p. 2), « s'associe » au « JDD ». En attendant le prochain téméraire qui va s'associer à Villiers qui s'associe au « JDD », Morandini perd quelques soutiens sur sa droite.

Bardella a interdit aux élus RN d'assister à son show quotidien, qui a chuté de 400 000 à 270 000 auditeurs la semaine passée. Que le corrupteur de mineurs se console, il ne devrait pas y avoir de grève pour provoquer son départ. Les rebelles d'extrême droite ne font pas grève. Pour se déchaîner, ils attendent que l'empereur Bolloré, à la tribune, lève ou abaisse le pouce.

S'il l'abaisse, les grévistes de 2016 pourront toujours se dire, eux, qu'ils ont mis dix ans à être entendus !

C. N.

LES MOLLAS PEUVENT-ILS TOMBER ?

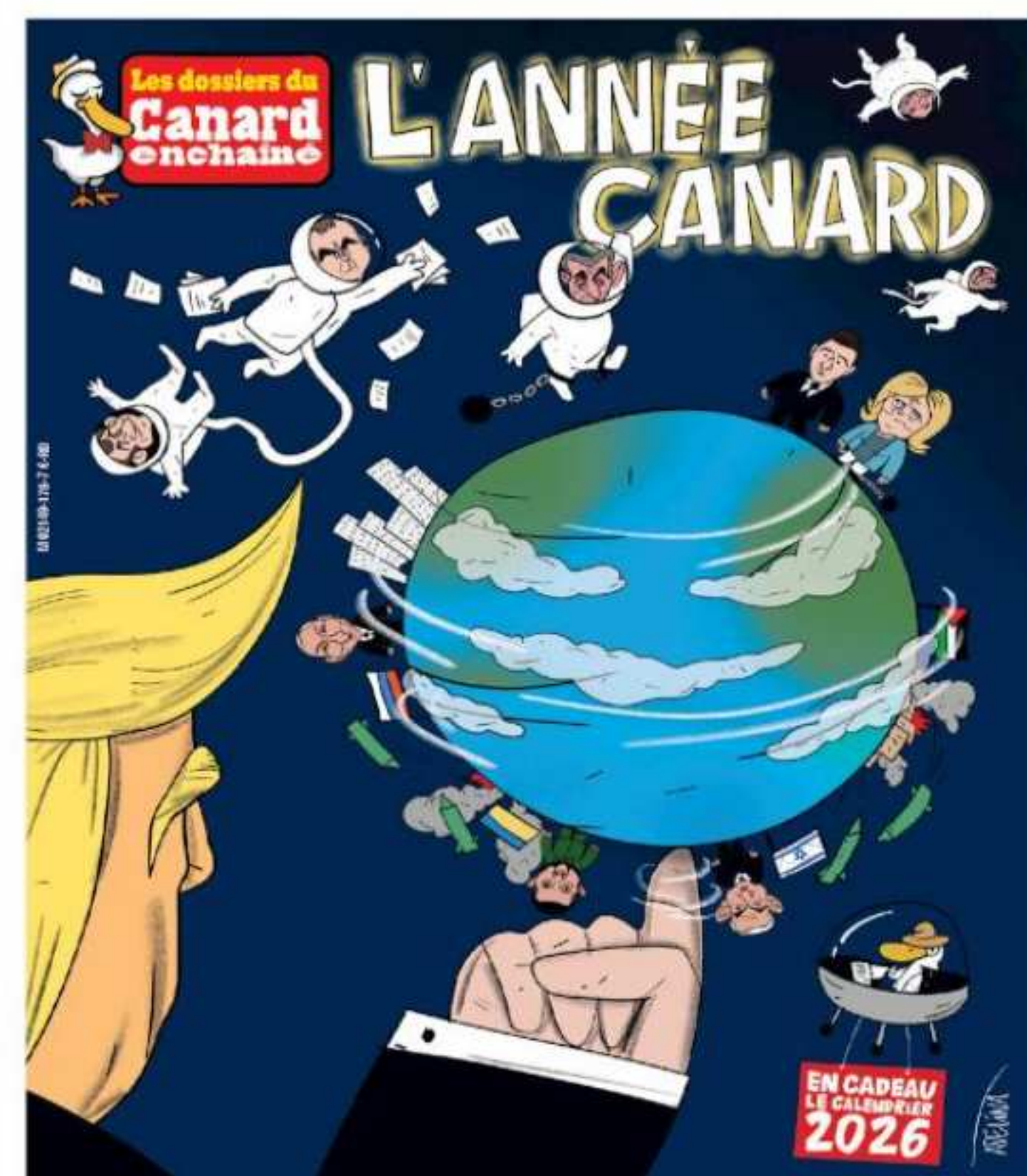


Pendant les massacres, la fiesta continue !



LE BILAN s'établit-il à 10 000 morts, 30 000 morts ou plus ? Tandis que les familles iraniennes comptent leurs disparus, après la répression des manifestations de décembre et janvier par la police, par les Gardiens de la révolution et par les forces paramilitaires – à l'aide de fusils d'assaut, voire de mitrailleuses lourdes –, toute la Perse n'est pas en deuil.

Témoin cette invitation envoyée à des journalistes et à des personnalités pour l'anniversaire de la prise du pouvoir par les mollahs, le 11 février 1979. La « réception » (avec croissants islamiques et boulettes de chiite ?) aura lieu au cœur du bois de Boulogne, route de la Muette. Un nom qui s'applique parfaitement à la rue iranienne aujourd'hui. Et encore mieux à chacun des termes du fameux slogan « Femme, Vie, Liberté »...



A s'offrir ou à offrir sans plus tarder
En cadeau, un calendrier signé Wozniak pour affronter 2026

7 €. En kiosque et sur boutique.jecanardenchaîne.fr



Etats dames Rue de Valois

S I MACRON et Lecornu sont d'accord sur un point, c'est bien sur le prochain départ de Rachida Dati du gouvernement. « Mais, glisse à ses proches un Macron qui ne veut pas se mouiller, c'est la prérogative du Premier ministre ! » Lequel a pris la semaine dernière des pincettes pour expliquer à sa ministre de la Culture qu'il serait bon qu'elle s'en aille « après le vote du budget ». C'est-à-dire incessamment. Réplique de l'intéressée, qui n'a aucune envie de partir : « Je ne suis pas ta boniche. »

Un nom revient pour prendre la suite de Dati au ministère de la Culture, celui de Catherine Pégard, 71 ans. « On n'a qu'elle

à se mettre sous la main... » soupire un conseiller de la Présidence. Celle qui fut longtemps l'immuable patronne du domaine de Versailles s'est reconvertie, depuis le mois de septembre dernier, en conseillère culture de Macron. Une place stratégique. D'ailleurs, « elle est très gentille avec Brigitte », s'amuse un visiteur de l'Élysée.

Mais Pégard a aussi beaucoup d'ennemis. Au Château, on s'amuse de cette histoire : « Comme elle n'a pas de bureau, elle tourne. Et, dès qu'un bureau se libère, quelqu'un s'arrange pour s'y installer avant qu'elle arrive. »

Un coup pendable auquel se livrerait bien Aurore Bergé. Car la ministre déléguée à l'Égalité entre les femmes et les hommes est elle aussi en campagne pour s'installer dans le bureau d'André Malraux Rue de Valois. Elle fait valoir qu'elle aurait le poids politique pour assurer le vote du projet de loi sur l'audiovisuel public, que Dati n'a pas été capable de faire adopter. Et, pour preuve de son amour de la culture, elle a posté, le 13 décembre dernier sur Instagram, une story dans laquelle elle prend la défense du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), avec ce slogan : « Le cinéma, c'est notre exception. On nous l'envie. Défendons-la. »

Et c'est pas du cinéma !



Son pote de droite

Avant de recevoir, mardi 3 février, Gérard Darmanin, Sébastien Lecornu s'est épanché, devant quelques journalistes, sur le dilemme de son ami et garde des Sceaux. Lequel déclarait, le 25 janvier sur LCI, qu'il « songe[ait] » à une candidature à l'Élysée.

« Gérard a le choix : soit il veut rester au gouvernement jusqu'au bout, soit il part pour l'élection présidentielle, résumait-il le 30 janvier. Ça lui appartient. Il est dans la situation la plus confortable, parce qu'il n'est mon pote. » Pas sûr que ça aide...

Et le Premier ministre de lancer : « Faut que la campagne démarre ! » Campagne dont, insiste-t-il, il « ne ser[ai] pas ».

C'était déjà ce qu'il disait à propos du recours au 49.3...

Il est l'Eure

Après un déplacement agricole dans le département voisin d'Eure-et-Loir, Sébastien Lecornu a déboulé chez lui, dans l'Eure, le 30 janvier en fin d'après-midi. D'abord pour assister aux vœux du conseil départemental, dont il est toujours l'un des vice-présidents, puis, dans la foulée,



pour annoncer qu'il serait candidat aux municipales à Vernon, dont il fut longtemps le maire.

La veille, à 16 h 25 précisément, tous les agents du département avaient reçu un courriel les invitant à rester chez eux le lendemain. Pour ceux qui ne pouvaient faire autrement, ils avaient l'obligation impérative de déguerpir à 16 heures, dernier délai.

Aucune visite ministérielle n'avait à ce jour suscité, dans le département, autant de précautions. Officiellement pour des raisons de sécurité. En réalité, Lecornu craignait que des

syndicalistes ne profitent de sa présence pour manifester.

Voilà la solution pour être tranquille : mettre tout le monde en vacances !

Les cachotteries d'Amélie

Amélie de Montchalin s'est vantée, le 30 janvier devant des députés Renaissance, de réduire, avec ce budget bientôt adopté, le déficit de 0,6 point, hors charges de la dette. Surtout, a-t-elle insisté, cette réduction se fera pour moitié par des économies et pour moitié par la fiscalité : « Alors que, sous Barnier et Bayrou, c'était zéro sur les économies et tout sur la fiscalité. »

La ministre des Comptes publics est allée un peu vite, à moins qu'elle n'ait sciemment passé sous silence un amendement correctif qui, à la suite d'une « erreur matérielle », n'a pu être enregistré à l'Assemblée nationale. Or cet amendement vise à intégrer les ultimes concessions accordées par Lecornu pour échapper à la censure. Et il montre que la réduction du déficit – en réalité de 0,4 point – repose pour les trois quarts sur une hausse des impôts et pour un quart seulement sur des économies.

Au passage, l'endettement public est passé de 117,9 % du PIB dans le projet initial à 118,3 % dans le texte final.

Il était grand temps de voter le budget !

Générosité peu commune

A quelques semaines des élections municipales, les sénateurs ont bataillé dur pour que le gouvernement fasse preuve de générosité vis-à-vis des communes. « On a plus lâché aux Républicains du Sénat sur les collectivités qu'aux socialistes à l'Assemblée », constate Amélie de Montchalin.

Cerise sur le gâteau : les sénateurs se sont arrangés pour que les économies en question soient faites par les intercommunalités et non pas par les communes, pas même les plus riches.

Une manière de faciliter la campagne des maires LR ?

LR d'être seul

Pas un seul député sur les bancs déserts de la Droite républicaine, ce lundi 2 février, pour le débat sur la censure à l'Assemblée ! Vaillie que vaillie, le malheureux orateur du groupe, Nicolas Ray, a donc combattu seul les motions de la gauche – hors PS – et du RN.

C'est en solitaire qu'il a défendu un budget certes « imparfait » mais « pas socialiste » et qu'il a refusé de s'associer à « l'alliance des contraires ». Pris de pitié, le Marcheur Pierre Cazeneuve s'est

Chouanlit chez CNews

EN PLEINE TEMPÊTE, à CNews, après la décision de maintenir à l'antenne l'animateur Jean-Marc Morandini, définitivement condamné pour corruption de mineurs, Philippe de Villiers est entré dans la danse en tweetant (1/2) : « Je m'associe à la rédaction du "JDD", lequel assurait le même jour « se tenir aux côtés des victimes. »



installé un instant sur les bancs du groupe présidé par Laurent Wauquiez. Dont l'absence a fait surgir des « Il est où ? » railleurs sur les bancs du RN.

Peut-être en Haute-Savoie pour consoler son candidat battu ?

Peaux de phoque

En petit comité, lundi 2 février, Marine Le Pen a salué la victoire d'Antoine Valentin, le candidat ciottiste qui a arraché à LR la 3^e circonscription de Haute-Savoie. Une première dans ce bastion de la droite gaulliste où

peu désireuse de voir débarquer une autre bête médiatique sur son terrain. Qu'à cela ne tienne, celle-ci a rebondi chez Bournazel, dont elle loue l'esprit de nuance et le sens de la probité. Dati appréciera.

Knafo des femmes

Avais aux candidates ! Le parti Reconquête, d'Eric Zemmour, manque de femmes inscrites sur ses listes municipales. « Candidatez, mesdames, sous votre nom de jeune fille, tout fonctionnaire », assurait, le 29 janvier dans un bar du XV^e arrondissement de Paris, un cadre du parti face à un parterre plutôt masculin et à la moyenne d'âge canonique.

Militants et « jeunes » recrutés ont échangé sur leurs préoccupations communes, à savoir déloger la gauche de l'Hôtel de Ville, en particulier « l'infâme stalinien Ian Brossat ». Le tout animé par Samuel Lafont, le chef de la communication numérique du parti, qui assure qu'au moins, « à Tokyo, on ne se fait pas égorger tous les quarts d'heure ».

D'ailleurs, Sarah Knafo se présentera comme tête de liste dans l'arrondissement le moins coupe-gorge de la capitale : le XVI^e, où Eric Zemmour avait fait 17,48 % en 2022.

Évitant tout risque !

TENSIONS ENTRE LA FRANCE ET L'ALGÉRIE : ENFIN L'INTERMÉDIAIRE PROVIDENTIELLE ?



jamais l'extrême droite n'avait remporté un siège de député. « Dans les partielles, l'étiquette ciottiste mobilise un électoral qui n'est pas le même que le nôtre, qui se déplace un peu moins lors de ces élections, c'est un plus », applaudit un proche de Le Pen.

Un vieux baron local des Républicains renchérit : « Ça conforte Eric (Ciotti), qui apparaît comme le sas de décontamination pour les élus LR qui veulent aller vers le RN. » Et le même d'ajouter : « Le militant LR ne comprend pas la posture politique des députés qui ont laissé passer le budget. »

Ça fait cher la gamelle !

Vendée glose

En dépit de ces mauvaises nouvelles, voilà Bruno Retailleau requinqué ! « Il va annoncer sa candidature pour 2027, c'est imminent », croit savoir un proche du Vendéen. Au Sénat, où l'éphémère ministre de l'Intérieur est revenu siéger, ses collègues voient d'un très bon œil ces velléités. « Il est notre meilleur chance pour 2027, autant

le président (LR) de la région Hauts-de-France, et d'Amélie de Montchalin, la ministre des Comptes publics, venus défendre la candidature de Lille pour accueillir la future Autorité douanière de l'Union européenne.

Une candidature qui, jusqu'alors, faisait consensus en France face aux autres villes en lice (Liège, Rome, Varsovie, Zagreb, Malaga, Porto, La Haye et Bucarest). C'était compter sans l'eurodéputé RN Virginie Joron, qui a déclaré : « Bienvenue, madame la Ministre. Vous venez donc nous présenter la candidature de Lille (...). Une agence de plus ! Encore des compétences transférées à Bruxelles... »

Loufoque de bout en bout, son intervention s'est poursuivie par un curieux chantage : « Monsieur Bertrand, vous avez déclaré, le 23 octobre : "Pas une voix pour le Rassemblement national." Dois-je pousser mon groupe à voter pour cette candidature ou ne le souhaitez-vous pas ? »

Le patriotisme du RN s'arrête visiblement aux portes du Parlement européen.

"The Voice"

Olivier Faure s'est mis de nombreux socialistes à dos en annonçant, sans mandat du parti, la date du 11 octobre pour la première organisée avec les écologistes et d'autres partis de gauche. « Tout ça n'a jamais été discuté au PS ! » fulminait devant quelques proches Boris Vallaud, le patron des députés socialistes : « D'un côté, Faure discute avec les écoles. De l'autre, Hollande avec Glucksmann et Cazeneuve. Le seul endroit où on ne prépare pas la présidentielle, c'est au parti ! »

Et Vallaud de prédire le pire : « On va au casse-pipe. Et si celui qui est désigné se retrouve derrière Mélenchon et Glucksmann dans les sondages en janvier 2027 ? Comment on fait ? Il se retire ? Au profit de qui ? On prépare la finale de "The Voice" sans déterminer si l'épreuve décisive est la danse ou le chant ! »

Seule certitude : le PS se prépare des lendemains qui déchantent...

Royal Algérie

Les téléphones des responsables socialistes ont encore chauffé le week-end dernier. L'objet de leur courroux ? Ségolène Royal, sa visite en Algérie et ses propos à la gloire du président Tebboune.

Assez pour mettre d'accord entre eux les amis de François Hollande, d'Olivier Faure et de Martine Aubry, qui ne supportent plus les frasques de la candidate à la présidentielle de 2027, soupçonnée, par ailleurs, de vouloir monter un tandem avec Dominique de Villepin pour 2027. « Ségolène... comment dire ? Ras-le-bol ! » s'est énervée l'ancienne maire de Lille, reprenant mot pour mot l'expression qu'elle avait employée au sujet d'Emmanuel Macron en 2015.

« Son déplacement en Algérie est une pure honte, dit Martine Aubry. Vraiment, plus rien ne l'arrête ! Et, pourtant, il est grand temps qu'elle s'arrête. » Elle veut la mettre aux 35 heurts ?

Oublier Marion

Matinale de France Inter, le 26 janvier : Marion Maréchal, interviewée à 7 h 50, quitte le studio au moment où le politologue Jérôme Fourquet y entre. Et, là, petit moment de flottement.

Fourquet tend la main à Maréchal et lui lance un « Enchanté, madame » un peu froid, s'attirant cette réplique rigolarde de la députée européenne : « Vous êtes culotté, on se connaît ! On a pris un café ensemble pas plus tard que la semaine dernière ! »

A croire que ça ne suffit pas pour entretenir la mémoire...

Page coordonnée par Bruno Dive et Charlotte Cieslinski

minimares

● **Pour justifier** le vote du budget par ses camarades de LR, Laurent Wauquiez convoque... Raymond Aron (« Le Parisien », 2/2) : « Le choix en politique n'est pas toujours entre le bien et le mal, mais parfois entre le préférable et le détestable. » Et mieux vaut avoir tort avec Wauquiez que raison avec Aron ?

● « **Très reconnaissant** au président Macron d'avoir choisi de porter les lunettes Henry Julien qu'il a achetées il y a quelques années », le patron de la marque française, qui s'en félicite dans « La Voix du Jura » (29/1), rappelle le prix des bésicles stars de Davos : 659 euros. Un coup de com' involontaire, et pour pas cher !

● **Edouard Philippe** (Horizons) commence en fanfare sa campagne municipale au Havre. « La politique nationale a ses charmes, la politique locale a les siens. Et je succomberai plutôt aux seconds qu'aux premiers », a-t-il lancé en meeting (« Le Figaro », 30/1). A part ça, il est toujours candidat à l'élection présidentielle ?



● **A Paris**, la tête de liste mélenchoniste dans le XIV^e arrondissement, Rodrigo Arenas, assume le fait de plagier la campagne du maire de New York, Zohran Mamdani : « Quand les choses sont bien faites, il n'y a aucune raison d'être original » (« Le Figaro », 1/2). Attention, tout de même, à bien changer le nom de la ville sur les tracts...

● **A Bois-Guillaume** (Seine-Maritime) se présente un certain Stéphenne Loser, au nom du collectif « Nous sommes Bois-Guillaume ». Un ticket gagnant ?

● **Onze maires** des Bouches-du-Rhône, tous de droite, à l'exception du socialiste François Bernardini, à Istres, et du communiste Gaby Charroux, à Martigues, ont envoyé un courrier ulcéré à « La Provence », qui avait osé fixer des dates de débat dans chacune de leurs villes « sans la moindre concertation ». Non mais, c'est qui le patron ?

● **C'est** sous une pluie battante que le député Renaissance Thomas Cazenave a inauguré sa permanence de candidat à la mairie de Bordeaux (« Sud Ouest », 31/1). « Inauguration pluvieuse, élections heureuses », s'est-il consolé. Et tant va la cruche à l'eau...

● **Au cours** de ses derniers vœux en tant que maire de Crancey (Aube), Bernard Berton, après un quart de siècle de mandature (« Libération Champagne », 31/1), a déclaré : « Je le dis à mes collègues qui se plaignent, on ne nous a jamais mis un revolver sur la table pour signer » tel contrat ou tel dossier. Un drôle de pistolet, ce maire...

● **Pascal Markowsky**, député RN de la Charente-Maritime, participe au grand jeu « Ma binette partout » et truffe son dernier journal parlementaire de ses « principales propositions de loi » mais pas de ses principales casseroles (faux frais kilométriques, facturations frauduleuses...). Il souhaite aussi une bonne année à ses administrés, « pleine de joie, d'espérance et de succès ». Et de photos de sa trombine, qu'il case... 50 fois en 8 pages. Le concours continue !

● **Pan sur le bec** ! La semaine passée, nous avons confondu les deux députés RN Matthias Renault et Frédéric-Pierre Vos. Réattribuons donc à chacun sa perle ! Ainsi que le révélait « Le Canard » (14/1), le premier voulait sucer les subventions allouées au festival les Rencontres trans musicales, dont il pensait qu'il était réservé aux artistes « transgenres » (sic). Quant à son collègue Frédéric-Pierre Vos, il a comparé le génocide au Rwanda à la taxation des ultrariches. Avec tous ces traits d'esprit, on finit par s'y perdre.

● **A Pau**, François Bayrou donne un dernier coup de propre à sa permanence, installée dans les anciens locaux de la boucherie-charcuterie Les Viandes du Haut Béarn (« L'Eclair Pyrénées », 28/1). De là à dire que l'ancien Premier ministre va à l'abattoir...

● **Un adjoint** au maire sortant de Toulouse, l'ex-LR Jean-Luc Moudenc, a cru malin de poster sur les réseaux sociaux une photo de ses deux opposants de gauche, François Briançon (PS) et François Piquemal (LFI), main dans la main pour une belle alliance de circonstance, rapporte « Midi libre » (1/2). Mais, sur le visuel, le socialiste se retrouve avec six doigts. Recourir à l'IA, quel manque de doigté !

● **Le député LR** Pierre-Henri Dumont est formel : devenir maire de Marck (Pas-de-Calais), oui ; se représenter aux prochaines législatives, non (« La Voix du Nord », 30/1). « Parlementaire, ce sont des allers et retours plusieurs fois par semaine, j'ai 38 ans, pas marié, pas d'enfant, il est quand même temps que je m'y mette », précise-t-il. Les électrices de Marck sont prévenues.

● **Alors** simple délégué territorial du RN en Corse-du-Sud, François Filoni avait qualifié le maire d'Ajaccio de « trisomique » sur Facebook, en décembre 2024. Face au tollé, celui qui est désormais candidat à la mairie avait juré que son compte avait été « piraté » puis annoncé qu'il porterait plainte. Vérification faite auprès du procureur d'Ajaccio, ce n'est toujours pas le cas un an plus tard. Filoni ne veut pas faire de peine à son hackeur ?

USA-IRAN : LA FRANCE EST-ELLE ABSENTE DES DISCUSSIONS ?



Un procureur aux petits soins pour Dati

LE PARQUET DE PARIS veille au grain sur le fief électoral de Rachida Dati. Une enquête préliminaire pour « atteinte à l'intimité de la vie privée » vient d'être ouverte après une opération de porte-à-porte menée le 30 janvier par le candidat socialiste aux municipales, Emmanuel Grégoire, et par des élus communistes dans un immeuble social du VII^e arrondissement où sont hébergés des collaborateurs de Dati.

La Régie immobilière de la ville de Paris (RIVP), propriétaire de l'immeuble, a même reçu, le 3 février, une réquisition judiciaire (à découvrir sur « lecanardenchaine.fr ») lui enjoignant de communiquer au commissariat du secteur « les enregistrements de vidéo-surveillance du hall d'entrée de l'immeuble 10 rue Saint-Dominique à Paris 75007 suite à l'intrusion de personnes distribuant des tracts ». Histoire d'identifier tous les participants.

Comme le font la plupart des candidats, y compris

dans le camp Dati, Emmanuel Grégoire et le sénateur communiste Ian Brossat toquent aux portes le 30 janvier, vers 18 heures, dans cet ancien immeuble du ministère des Armées transformé en HLM par Hidalgo. A 18 h 45, la police, alertée par des proches de la ministre de la Culture, déboule sur place, vire militants et candidats, et contrôle leur identité, comme l'a raconté « L'Humanité » sur son site le 31 janvier.

Tout le monde pense alors que l'affaire va s'arrêter là. C'était oublier que l'équipe de Dati surveille jalousement son territoire. Déjà, en janvier 2024, la maire du VII^e arrondissement avait menacé la RIVP de foudres judiciaires après une distribution de tracts qu'elle jugeait « diffamatoires » organisée par des communistes dans le même immeuble.

Le parquet n'avait alors pas bougé, mais, aujourd'hui, le procureur ne manque pas de zèle.

Les narcotrafiquants enfument la campagne municipale

Des Bouches-du-Rhône à la Seine-Saint-Denis, les mafias cherchent à peser sur les élections.

ALERTE à l'Élysée ! A quarante jours des municipales, Emmanuel Macron ressort l'arme sécuritaire. Ça peut rapporter des voix... Mais à qui ? Le 29 janvier, lors d'un Conseil de défense, le chef de l'État avait demandé à ses troupes de « muscler » la lutte antinarcos. Message reçu cinq sur cinq. Le 3 février, la Préfecture de police a mené une « opération titanessque » antistups à l'aéroport d'Orly : 400 flics pour inspecter un avion en provenance de Martinique. « Ce qu'on redoute, c'est l'ingérence, c'est l'entrisme », confie l'un des participants à la réunion élyséenne. Pas seulement des Russes ou d'une autre puissance étrangère, mais aussi des mafias. » Fumeux ?

Colis fichés

A Marseille, les mafias ont tenté de faire pression sur Amine Kessaci, hérald de la lutte antinarcos, en assassinant deux de ses frères. Quelques semaines plus tard, l'Écologiste a rejoint la liste du maire (PS) sortant, Benoît Payan. Sébastien Delogu, son concurrent Insoumis, préfère quant à lui dénoncer en meeting la complicité de l'État, à l'Assemblée ou sur les réseaux sociaux, en faisant référence à une affaire tenebreuse où sont mis en cause trois policiers de l'Office antistupefiant (« Le Canard », 30/4/25). « C'est bien beau, de vouloir faire des discours sur la corruption, mais ils sont peut-être trop nombreux à en profiter », accuse-t-il. Des noms, des noms !

Selon plusieurs sources judiciaires, le même Delogu apparaît dans une enquête ouverte en janvier à Aix-en-Provence. Lors d'une descente censée mener au démantèlement d'un point de deal, les gendarmes arrêtent deux



loustics et auscultent leurs téléphones. Ces derniers parlent : le député est proche de l'un des deux. Ils échangent très régulièrement et évoquent, à plusieurs reprises, la livraison de « colis ». Le genre qui vous amène au poste ? Sollicité par « Le Canard », le parquet n'a pas donné suite. Quant à Delogu, son entourage dénonce « une manœuvre électorale. C'est n'importe quoi ! Il ne se dope pas et n'a aucun lien avec les narcos ».

D'autres élus soupçonnés de trafic de stupéfiants ont déjà eu à répondre à la justice. Le 7 avril 2024, la maire (divers gauche) d'Avallon (Yonne) est arrêtée en compagnie de deux de ses frères. Au domicile familial, les gendarmes découvrent deux lingots d'or, 70 kilos de cannabis et 1 kilo de cocaïne. Jackpot ! Une expertise ADN a blanchi l'édile : les traces féminines retrouvées sur la coke sont celles d'enquêtrices, pas les

siennes. Depuis Noël 2024, Jamilah Habsaoui n'est plus mise en examen et brigue un nouveau mandat.

Durant la même période, Mélanie Boulanger, sa collègue maire (PS) de Canteleu (Seine-Maritime), apprend que le parquet ne fera pas appel de sa relaxe, obtenue six mois plus tôt : la justice la soupçonnait de complicité dans un trafic de cocaïne, d'héroïne et de cannabis ayant généré 15 millions d'euros de chiffre d'affaires en deux ans. Pourtant, elle ne concourra pas en mars prochain pour tenter de retrouver son siège. Une overdose de politique, peut-être.

Héroïne de série

Les élus ne sont pas les seuls à faire l'objet d'une attention toute particulière des trafiquants, qui espèrent peser sur le scrutin. A Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), les policiers municipaux ont récem-

ment surpris des dealers en train de récupérer, auprès d'habitants de la cité Pablo-Neruda, des cartes d'identité pour organiser un système de procuration, en recommandant aux électeurs de « bien voter ». Comprendre : contre Mathieu Hanotin, le maire (PS) sortant, qui a reçu Amine Kessaci le 31 janvier.

Dans la même cité, les poulets ont mis la main sur 50 kilos de cannabis et des armes chez la maman de l'un des colistiers de la tête de liste LFI. Au centre-ville, c'est une boîte de nuit clandestine tenue par un délinquant multicondamné pour trafic que la municipalité socialiste vient de fermer. Ce qui n'a pas empêché le tenancier de faire pression sur un élu, dans l'espoir de poursuivre son business.

« En période électorale, nous sommes l'objet de multiples sollicitations », constate Johanna Rolland, la maire (PS) de Nantes. Il faut être extrêmement vigilant. » Qui peut garantir que des trafiquants, directement ou via des tiers, ne tentent pas d'acheter un candidat ? Rolland, qui a soutenu publiquement la loi contre le narcotrafic, regrette que l'État n'ait pas « assorti ses bonnes intentions de moyens suffisants », notamment en matière de police judiciaire.

Lors des débats sur la nouvelle législation, il a un moment été question de confier aux maires le pouvoir de fermeture administrative des établissements liés au blanchiment d'argent. Un pouvoir finalement laissé aux préfets, histoire de ne pas exposer davantage les élus aux pressions du milieu. Depuis la promulgation de la loi, le 13 juin 2025, 96 commerces ont été fermés, dont 17 en Ile-de-France. De la poudre aux yeux ?

Didier Hassoux

A Marseille, la droite fait sa mauvaise dette

CELLE-LÀ, Benoît Payan, le maire de Marseille, ne l'avait pas vue venir ! En pleine campagne municipale, ses opposants lui reprochent... sa gestion rigoureuse des finances de la ville. En 2020, l'endettement atteignait 1,6 milliard d'euros, soit 1910 euros par habitant. Cinq ans plus tard, il a reflué de 300 millions d'euros (1487 euros par habitant), une fonte qui - fait rarissime - a poussé l'agence de notation Fitch à remonter la note de la cité phocéenne.

Scandale pour Sébastien Delogu, député et candidat Insoumis qui, lors de la présentation de son programme électoral, à la mi-janvier, a estimé que ces 300 millions d'euros « auraient pu être utilisés pour répondre aux besoins des habitants, pas pour avoir une bonne note des agences de notation ». Et de citer la promesse non tenue du Printemps marseillais (le parti de Payan) de sectoriser les cuisines des cantines scolaires plutôt que de les centraliser. Ou encore son gros plouf en matière de piscines, qui, dans les quartiers les moins favorisés, boivent allègrement la tasse.

Conseils de dépense

A la tête des Bouches-du-Rhône, l'un des départements les plus endettés de France, la droite ne manque pas non plus de faire la leçon à la gauche locale. « Ce maire, qui a tout eu en termes de crédits et de subventions, aurait pu désendetté tout en investissant, accuse Romain Simmarano, porte-parole de la candidate Martine Vassal. Il a choisi une voie feignante et sans vision. » Candidat RN à la mairie, Franck Allisio enfonce le clou : « La taxe foncière a augmenté de 14 %, la taxe d'ordures ménagères est la plus élevée de France, mais pour quel service ? Payan a fait des économies sur l'avenir des Marseillais. »

Pourtant, en 2024, la municipalité a investi 350 millions d'euros dans les écoles - un plan qui fait l'objet d'une enquête

du parquet pour soupçon de favoritisme selon Blast (2/2) -, dans une nouvelle médiathèque et dans la restauration des grands parcs. Pour rénover le bâti, guère entretenu sous Gaudin, l'État a aussi sorti son chèque : près de 1 milliard d'euros pour moderniser les établissements scolaires et soutenir la rénovation urbaine. Joël Canicave, adjoint aux finances, râle : « Si on n'avait pas désendetté, on emprunterait pour un coût bien plus élevé, et Marseille serait sous tutelle ! » En 2021, un audit du cabinet Deloitte alertait sur les risques de transfert de gestion à l'État.

Payan a évité le « mur de la dette ». Mais la ville est encore loin de voir le bout du tunnel du Prado.

Jérôme Canard



Gros temps pour Philippe au Havre

C'EST UNE CAMPAGNE aussi dangereuse qu'une promenade sur la digue nord un soir de tempête. « Si j'échouais à convaincre les Havrais, je ne serais pas dans une bonne position pour convaincre les Français », convenait, sur LCI (8/12/25), Edouard Philippe, candidat à la mairie du Havre (Seine-Maritime) en mars...

et à la présidentielle en avril 2027. L'ancien Premier ministre, qui a lancé sa campagne le 28 janvier, pourrait bien tout perdre dans un mois et demi. « On n'a jamais autant entendu : "Il faut que ça change" », persifle un militant communiste. « Je pense que c'est vraiment chaud pour lui », se rengorge Franck Keller, candidat UDR-RN, quasi certain d'être présent au second tour. « C'est un peu acrobatique de dire : "Votez pour moi, mais, ce que je veux, c'est partir treize mois plus tard" », se

marre-t-on dans le camp du député Jean-Paul Lecoq, candidat de l'union de la gauche, à l'exception des Insoumis, qui continuent de bricoler dans leur coin.

Neuilly sa mer !

En parallèle, la cote de popularité de Philippe, à l'image des falaises d'Étretat voisines, ne cesse de s'éroder. Alors qu'il figurait régulièrement sur le podium des personnalités politiques préférées des Français, il culmine désormais... en 18^e position. Si, en 2014, il avait été élu dès le premier tour, un sondage (Cluster17) diffusé en septembre le donnait à touche-touche pour le second tour : 37 % pour lui, 37 % pour Lecoq et 26 % pour Keller. Serrés comme des conteneurs sur un cargo !

Pour sortir de l'impasse, Philippe s'affiche partout : il vante l'aménagement d'une place, la

renovation d'un musée, il inaugure le café de la bibliothèque... Et tant pis pour le Code électoral, qui interdit, depuis le 1^{er} septembre, de faire la retape de son bilan quand on est maire sortant. « Il a retrouvé la route entre Paris et Le Havre », rigole un commerçant. Et pas limitée à 80 km/h !

En face, on se met à y croire. Lecoq mitraille sur « les 25 000 Havrais sans médecin traitant, les logements sociaux en mauvais état, la voirie déglinguée ». Le lepeniste Keller, sans surprise, joue à fond la carte antisystème. Problème : ledit Keller est conseiller municipal à Neuilly-sur-Seine, à 200 km de là, et parfaitement inconnu des Havrais. Il se défend pourtant : « Je rappelle que Philippe habite dans le IX^e arrondissement (de Paris) avec femme et enfants et qu'il n'a qu'un pied-à-terre à côté de la mairie. » En attendant un hypothétique logement de fonction à l'Élysée ?

Paul Leclerc

VOYAGE DE ROYAL EN ALGÉRIE : LE GRAND SAUT DANS... LES BRAS DE TEBBOUNE

...VOUS SERIEZ UNE BONNE CANDIDATE POUR LE FLN !



Rachida Dati joue la défense du roi du Maroc

DEPUIS quelques jours, Patricia Goldman, qui gère les relations publiques de Mbappe mais aussi celles de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) pour le compte du Maroc, a été missionnée par l'équipe du roi pour surveiller la sortie et les retombées presse du livre (1) d'un ex-grand reporter du « Figaro », Thierry Oberlé. L'ouvrage de ce dernier (« Le Canard », 28/1) raconte comment la vie privée du souverain dilette influe sur la destinée du Maroc et pointe l'implication de hauts personnages dans le sport national local, le trafic de drogue.

Goldman connaît bien le pays : il y a deux ans, elle y a monté une boîte de com' avec l'aide d'un proche d'Emmanuel Macron. Quand, au mépris du droit international, la France a reconnu la marocanité du Sahara occidental, elle figurait en bonne place parmi les hôtes de Mohammed VI. Le 18 janvier dernier, elle a aussi invité des journalistes français, tous frais payés, à Rabat pour la finale de la CAN. Droit au but !

L'agente féminine

Goldman n'est pas la seule à faire chauffer son portable pour défendre Mohammed VI. Après une interview d'Oberlé dans « La Tribune Dimanche » (18/1), Rachida Dati a appelé le patron du journal pour lui souffler dans la chicha. « Elle m'a dit : "Les Marocains ne sont pas du tout contents de votre papier" », raconte Bruno Jeudy au « Canard ». Ministre de la Culture française ou ministre de la Communication marocaine, c'est kif-kif ?

La proximité de la candidate à la Mairie de Paris avec Mohammed VI remonte à la visite d'État de Sarkozy au Maroc en 2007, qui y avait emmené sa garde des Sceaux. Dati est également très amie avec Samira Sitail, l'ambassadrice du Maroc en France. Au fil des années, elle serait

même devenue comme un membre de la famille aux yeux du monarque. « Elle l'appelle directement, sans passer par son entourage », croit savoir un communicant, alors que même le chef de la police ne dispose pas de ce privilège. De là à faire de l'ingérence...

Souk machine

Avant la sortie du livre d'Oberlé, la ministre a contacté ses amis de LVMH pour surveiller les médias dont Bernard Arnault est l'actionnaire. Le premier article sur l'ouvrage est sorti dans « Le Parisien » (11/1), mais, sur Internet, il a été supprimé pendant vingt-quatre heures - le quotidien plaquant un bug informatique. L'auteur est devenu radioactif. Au point que TV5 Monde (la chaîne de la francophonie dirigée par Kim Younes, réputée proche du royaume chérifien) a préféré, elle, enregistrer Oberlé avant de le diffuser, dans les prochains jours. Pour couper ce qui pourrait déplaire en haut lieu ?

Le Maroc est sur le point de signer son entrée comme nouvel actionnaire de la chaîne, tout comme le Gabon, autre champion de la liberté de la presse. Un taulier de TV5 Monde confie au « Canard » avoir rarement été témoin d'une telle fébrilité : « Notre rédaction a crié à la censure, mais donner trop de visibilité à ce livre en ce moment reviendrait à mettre le deal de plusieurs millions par terre. » Mohammed VI ou « Chérif », fais-moi peur...

Contactée par le Palmipède, Dati dément avoir appelé des journalistes au sujet du bouquin d'Oberlé et assure « ne [pas connaître] le roi du Maroc ». C'est pourtant bien elle qui lui avait remis, en main propre, la lettre de Macron sur le Sahara occidental à l'été 2024.

Louise Colvert et Jean-Louis Le Touzet

● (1) « Mohammed VI - Le Mystère », Flammarion, 336 p., 22 €.

Moscovici veut garder son Cambon

AU SEIN de la juridiction financière, le privilège foncier fait jaser. Pierre Moscovici, qui, le 1^{er} janvier, a rejoint la Cour des comptes européenne à Luxembourg, a gardé un bureau dans son ancienne crémierie. Aucun premier président avant lui n'avait osé se faire octroyer un pied-à-terre 13 rue Cambon, au cœur de la capitale. « Il n'est pas sain que Pierre Moscovici continue à hanter les lieux d'une présence encombrante pour son successeur », s'inquiète un magistrat. Gare au fantôme !

Questionné par le Palmipède, « Mosco » dénonce une cabale de l'extrême droite... tout en reconnaissant disposer d'un « bureau de contact et de passage à Paris ». Ce bureau 201, qu'il « partage » avec son camarade Louis Gautier, procureur général honoraire, ne lui donne droit, précise-t-il, « ni à une secrétaire ni à une rémunération supplémentaire ». Et de souligner que les bureaux suivants, jusqu'au numéro 210, sont occupés par d'anciens présidents de chambre.

Pierre Moscovici oublie une bricole : si tous ces magistrats honoraires bénéficient de mètres carrés rue Cambon, c'est parce qu'ils assument encore une fonction au sein de l'institution. Louis Gautier préside le comité d'histoire de la juridiction financière, et

Roch-Olivier Maistre, lui aussi retraité de la Cour, exerce des missions d'inspection interne. Quant aux ex-présidents de chambre, ils poursuivent leurs activités à la Cour comme conseillers maîtres.

Luxembourgeois bohème

Pour justifier son « squat », Moscovici agit un autre argument qui laisse ses collègues du Luxembourg pantois : ses nouvelles fonctions européennes souleveraient de nombreux reproches à Paris. « Il n'a jamais été prévu que les membres de notre institution conservent un bureau dans leur ancienne maison, s'étonne le porte-parole de la Cour européenne. Ils doivent faire preuve d'indépendance totale vis-à-vis de leur pays d'origine. » Raison pour laquelle les 27 membres de ladite Cour ont obligation de résider au Luxembourg. Chacun d'entre eux bénéficie d'ailleurs d'une allocation logement de 2 040,56 euros, en sus d'une rémunération mensuelle de 26 937,12 euros. Une bonne gâche...

On comprend mieux pourquoi Pierre Moscovici a accepté de s'exiler vers une Cour dont il ne sera même pas président, même s'il préfère le jardin du Luxembourg au Grand-Duché.

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

Frénésie internationale d'armes nucléaires

« LES AMÉRICAINS accélèrent, la Russie s'affaiblit, la Chine prend du poids, et les Européens sont sur un chemin de crête », résume un militaire. Contrairement à

l'époque de la guerre froide, la compétition n'a plus rien de bilatéral, la partie se joue à plusieurs. Le traité New Start, qui arrive à son terme cette semaine et limitait le nombre

des ogives, ne concernait que Washington et Moscou, et il y a beau temps qu'il est oublié.

Le 27 janvier, le général Stephen Davis, patron de la dissuasion nucléaire aéroportée US, a annoncé que la mise en service du bombardier B-21 Raider, pilier du futur arsenal, pourrait intervenir en 2027 au lieu de 2030. Objectif : « défer » les menaces russe et chinoise. « Pékin augmente ses stocks d'ogives nucléaires en quantité industrielle et les disperse dans un réseau inédit de "silos durcis". Quant à la Russie, épuisée, elle se rapproche du point où ses armes nucléaires resteront la dernière carte dans la main de dirigeants aigris », estime un diplomate.

Pour doper la production du B-21 Raider, le Congrès US a approuvé un budget de 4,5 milliards de dollars. Estimé à 750 millions l'exemplaire (sans son armement), ce bombardier pourra effectuer des missions d'une durée supérieure à quarante heures. En accélérant la modernisation

de leur arsenal, les stratèges de Trump espèrent aussi contraindre la Russie, embourbée dans sa guerre en Ukraine et dont l'économie s'essouffle, à un effort de rattrapage hors de sa portée. Ronald Reagan - dont un portrait orne le bureau Ovale - n'avait pas agi autrement en lançant, dès 1981, une course au surarmement qui avait contribué à asphyxier l'Union soviétique.

Assurance atomique européenne

Aujourd'hui encore, les Russes sont à la peine : le PAK-DA, leur programme de bombardier stratégique de nouvelle génération, a pris du retard. Et la flotte des Tupolev vieillissants bat de l'aile, si l'on ose dire. Au point qu'un analyste français estime que la Russie pourrait, « à terme, perdre toute capacité crédible de frappe nucléaire aéroportée ». Moscou compense toutefois ce handicap grâce à ses sous-marins nucléaires lanceurs d'engins

dotés de missiles balistiques Bulava, et une composante navale concentrée dans le Nord et le Pacifique.

En Europe, où l'on fait doublement son œil de l'alliance américaine, l'idée d'une dissuasion commune fait son chemin. Le Premier ministre suédois et le chancelier allemand ont récemment parlé avec leurs homologues à Paris et à Londres. Et, aux Pays-Bas, la nouvelle coalition au pouvoir a promis d'adopter « une position constructive sur le renforcement de la dissuasion nucléaire européenne ». Un tel concept ne repose, pour l'heure, que sur les arsenaux de la France et du Royaume-Uni. Mais un expert optimiste juge « possible de construire une garantie de sécurité crédible pour le continent ».

La dissuasion nucléaire fait peu neuve. Mais l'objectif est toujours de faire mentir la formule un brin cynique de Colin Gray, grand théoricien de la dissuasion : « Le plan, c'est de tuer tout le monde. »

L'ONU MENACÉE D'«EFFONDREMENT FINANCIER IMMINENT»



Laits infantiles: les industriels biberonnent les pédiatres

Pour vanter leurs laits en poudre, les marques soignent les toubibs. Parmi les heureux élus, le professeur Tounian, vice-président de la Société française de pédiatrie.

PANIQUE TARDIVE chez Nestlé, Lactalis, Danone, Vitagermine... En raison de la détection, dans certains de leurs produits, de toxine céréulide, susceptible de provoquer de graves troubles digestifs (diarrhée, vomissements...), les principaux fabricants de lait infantile en France ont rappelé des lots destinés aux nourrissons de moins de 6 mois. Deux enquêtes pénales ont été ouvertes, à Angers et à Bordeaux, après la mort, en janvier, de bébés ayant consommé du lait Guigoz. L'ONG allemande Food-watch, qui a porté plainte contre X, accuse les industriels d'avoir tardé à rappeler leurs lots suspects.

Malgré la crise, les pédiatres se veulent rassurants. En tête de corée, le professeur Patrick Tounian, vice-président de la Société française de pédiatrie, qui appelle les parents à « ne pas s'affoler » et se réjouit que « les industriels [se montrent] extrêmement vigilants » (Franceinfo, 25/1). Il faut dire que le chef du service de nutrition et de gastroentérologie pédiatriques de l'hôpital Trousseau connaît bien les industriels en question. Le 17 janvier 2025, lors des Journées européennes de la Société française de cardiologie, il ne tournait pas autour du petit pot: « Mes conflits d'intérêts sont essentiellement avec les laits infantiles. » Si c'est lui qui le dit...

« Le Canard » a mis la palme sur sa déclaration des liens d'intérêts mise à jour en décembre 2024. Le toubib, y apprend-on, est payé pour ses conseils dans l'élaboration de biscuits pour bébés Bouvard, de plats



Picard pour les petits ou de menus pour enfants KFC. Et tant pis si, au passage, il promet la malbouffe.

Areuh-brousse-poil

Mais où trouve-t-il toute cette énergie? Sans doute dans les produits de Danone (Blédina, Nutricia), qui, entre 2019 et 2024, lui a versé 29 650 euros. Ou dans ceux de Nestlé Health Science, qui lui a offert 24 430 euros entre 2021 et 2024 pour ses loyaux services. Il se déclare aussi membre du conseil scientifique de Nestlé, pour lequel il a touché 2 320 euros. Sans oublier Vitagermine et ses produits Materna (1 000 euros en 2020), Mead Johnson Nutrition

(14 300 euros entre 2020 et 2024), Sodilac (2000 euros en 2021), PediAct (300 euros en 2025), DMS (800 euros en 2021)... Avec le professeur Tounian, les liens d'intérêts coulent de source!

L'Association pour le développement de la recherche pédiatrique nutritionnelle, dont il est le président depuis 2012, n'est pas en reste. Sponsorisée par Lactalis (Picot), Sodilac, Mead Johnson, Novalac, Nestlé (3000 euros par an) et Danone, elle fait recette. Sous son influence aussi, la Société française de pédiatrie avance des préconisations en complète contradiction avec la littérature scientifique, recommandant la consommation quotidienne de quatre produits laitiers,

de deux portions carnées et même de 430 grammes de viande rouge pour les adolescentes. Elle n'hésite pas, par ailleurs, tout comme Danone (« Le Canard », 11/2/25), à prendre position contre le Nutri-Score. Pour cajoler les parents inquiets, elle dresse une liste des alternatives au lait contaminé dans laquelle figurent les marques Novalac, Picot ou encore Blédilait... sans préciser ses fameux liens d'intérêts.

Concentré de laid

Nestlé ne maternelle pas que les profs. Il allait aussi les internes. En 2017, pour valider le diplôme d'études spécialisées (DES) de pédiatrie dans l'est de la France, les professeurs coordinateurs prévenaient par écrit leurs élèves que « le jury sera [il] sensible » à quatre points. Le premier: la « participation active au forum Nestlé de nutrition ».

Le DES de pédiatrie de 2019 en Ile-de-France était carrément proposé « avec le soutien de Nestlé ». Une jeune pédiatre de l'hôpital Necker, à Paris, se souvient d'une journée d'intégration, en octobre 2018, au cours de laquelle l'industriel avait fait sa réclame en offrant aux blouses blanches une visite du moulin Saulnier, en Seine-et-Marne, une ancienne chocolaterie classée, dont il a fait son siège social.

A ce jour, ces pratiques perdurent. Pour qu'ils conseillent aux parents sortant de la maternité la bonne marque pour le biberon, les industriels surveillent les toubibs comme le lait sur le feu!

Fanny Ruz-Guindos et Louise Colvert



L'encadrement des loyers à la rue

ALORS qu'Anne Hidalgo s'apprête à quitter l'Hôtel de Ville de Paris, l'encadrement des loyers, l'une de ses mesures phares, est remis en question. Sur le papier, le dispositif empêche les propriétaires de louer leur bien à un prix déraisonnable et permet aux locataires qui en font la demande d'être remboursés par les premiers en cas d'abus. Problème: 467 dossiers ont été clôturés, en janvier, avant même d'avoir été instruits, et sans que les habitants lésés puissent faire appel.

En cause, l'arrêté préfectoral du 3 juin 2020, qui fixait l'encadrement des loyers pour les baux signés entre le 1^{er} juillet 2020 et le 30 juin 2021: le 22 octobre 2024, il a été défini-

tivement annulé par le Conseil d'Etat en raison d'une irrégularité dans la composition du conseil d'administration de l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne, fixant les montants maximum. « Un agent de l'Etat y a assisté en observateur, et il a été argué une possible influence de cette présence », regrette la Ville de Paris. Les 467 locataires en question peuvent donc remercier le fonctionnaire qui, à lui seul, a fait capoter l'opération...

Bye bail

« Cette décision de justice ne constitue en aucun cas une remise en question du dispositif. Elle s'inscrit dans un contexte où les représentants des propriétaires ont multiplié les démarches visant à le contester », recadre la Mairie. Une histoire à coucher dehors...

Chaque arrêté annuel fait en effet l'objet d'un recours en annulation par des représentants de propriétaires (Unpi, Fnaim, Union des syndicats de l'immobilier). Ceux-ci n'apprécient pas que, depuis son entrée en vigueur, en 2019, l'encadrement ait fait économiser, selon la Mairie, près de 1 700 euros par an en moyenne aux locataires parisiens. Et ceux qui ont dénoncé leurs proprios gourmands ont pu être remboursés de 3 466 euros en moyenne.

Aux Franciliens la vie de château? Pas vraiment. Car, si la capitale a reçu 4 335 signalements, elle n'en a instruit que 64 % à ce jour, arguant d'un manque d'effectifs. L'expérimentation du dispositif, en cours dans 72 communes, dont Lille, Lyon et Montpellier, jusqu'en novembre 2026, touche à sa fin. Une proposition de loi du député PS Inaki Echaniz visant à le pérenniser a été adoptée en décembre à l'Assemblée nationale, malgré l'opposition de Vincent Jeanbrun, le ministre du Logement, qui préfère attendre les conclusions d'une mission d'évaluation commandée par le gouvernement Bayrou. Le texte doit désormais être examiné au Sénat, mais celui-ci ne l'a toujours pas inscrit à l'ordre du jour.

Loués soient les sénateurs? Fanny Ruz-Guindos

Aqueux de peloton

Un mois plus tard, le 13 janvier, sous la pression des tracteurs, Sébastien Lecornu décrétait un « moratoire sur toutes les décisions relatives aux questions de la politique de l'eau », et ce jusqu'au vote d'une future loi d'urgence agricole. Une décision qui fait douter scientifiques et ONG de la volonté réelle de protéger l'eau potable.

La Commission européenne est également perplexe, elle qui avait saisi la Cour de justice de l'UE au début de 2025 pour non-respect de la directive sur l'eau potable et des dépassements répétés des seuils de nitrates. Dans son recours, elle considère que « les efforts déployés jusqu'à présent par les autorités françaises sont insuffisants ».

Imbuvables, les lois sur l'eau?

Yann Voldoire

L'eau, personne n'y capte plus rien

DEPUIS soixante ans, les lois sur l'eau se sont succédées avec une telle efficacité que la flotte est aujourd'hui sérieusement polluée! En 2022, selon un rapport sénatorial, 30 % des eaux souterraines du pays étaient contaminées par des pesticides et des nitrates. Et, d'après le gouvernement, 4 600 captages d'eau potable (sur 32 900) ont dû fermer entre 1980 et 2024, en raison des cochenonneries chimiques que l'on a retrouvées dedans.

« On peut parler d'un échec global », résume le député écologiste Jean-Claude Raux (Loire-Atlantique), qui rêve d'une véritable loi de protection de la ressource. Le 12 février, à l'occasion d'une niche parlementaire de son groupe, il entend faire voter l'interdiction de l'utilisation des « pesticides et engrais azotés » sur les aires de captage jugées prioritaires ou sensibles: une mesure qui sanctuariserait un peu plus de 20 % des captages existants à l'horizon 2030.



Kretinsky au tribunal pour 800 millions d'euros

CASINO, Editis, Fnac Darty, sur lequel il vient de lancer une OPA pour éviter son absorption par le distributeur chinois JD.com... les dossiers pour lesquels le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky a endossé sa panoplie de chevalier blanc tout en soignant ses propres affaires ne se comptent plus. Sa technique pourrait pourtant lui valoir un sévère revers. Alors qu'il a bénéficié, de la part de l'Etat, de conditions très favorables pour faire tourner au bois l'ex-centrale à charbon de Gardanne (Bouches-du-Rhône), il voit cette aide désormais menacée par le recours d'un concurrent. Trop gourmand, Kretinsky?

Après la flambée liée à la guerre en Ukraine, les prix de l'énergie sont redescendus en 2024, et Gardanne a commencé à perdre de l'argent. C'est alors qu'un miracle se produit: par un amendement au budget 2024, GazelEnergie, la filiale du groupe tchèque qui gère la centrale, bénéficie de tarifs ultra-avantagés d'achat de son électricité par EDF. L'Etat lui promet un soutien de 800 millions d'euros sur huit ans – rien que ça! A quelques kilomètres de là, à Brignoles (Var), le groupe

Idex, lui aussi propriétaire d'une centrale biomasse, voit rouge. Non seulement il n'obtient pas les mêmes conditions tarifaires, mais, en plus, ses fournisseurs de bois, alléchés par la « manne Gardanne », augmentent leurs prix en faisant jouer la concurrence entre les deux industriels. Le surcoût, évalué pour l'exercice 2025-2026 à plus de 2 millions d'euros, menacerait la pérennité des 30 emplois de Brignoles. Devant le tribunal administratif de Toulon, Idex vient donc de déposer deux recours pour « rupture d'égalité », que « Le Canard » a pu consulter.

Gardanne gâté

GazelEnergie conteste ces arguments. Le groupe estime que l'aide reçue est le prix de la transformation de Gardanne en centrale à bois et constitue la condition d'un « retour à l'équilibre », après des pertes cumulées de 650 millions d'euros. Pas sûr que cela suffise à convaincre le tribunal. En 2024, les services de Bercy avaient émis plusieurs alertes (Contexte, 9/5/25) et déjà pointé le risque de « rupture d'égalité »

en l'absence de motif d'intérêt général. Selon plusieurs experts, celui-ci est loin d'être établi: dans le contexte actuel d'abondance, la production d'électricité à Gardanne, à un prix dépassant très largement ceux du marché, n'a aucun sens.

Il y a deux ans, le gouvernement avait ignoré les mises en garde: l'urgence était à la paix sociale avec la CGT locale, en particulier avec les dockers. Le sauvetage de Gardanne leur garantissait de l'activité dans les ports via les importations de bois afin de compenser la perte progressive des volumes de charbon.

Pour Kretinsky, la procédure judiciaire tombe mal. A la mi-novembre, il a annoncé la création d'une coentreprise avec TotalEnergies autour de leurs centrales à gaz et biomasse. A l'autre bout du pays, à Saint-Avold (Moselle), un autre de ses sites, au bord de la catastrophe, attend un geste du gouvernement. Si Gardanne devait perdre ses 800 millions d'euros, la réputation du milliardaire en matière de « deal » avec le gouvernement en prendrait un sacré coup.

Agnès Laurent

Alliance pris en flag

C'EST avec « tout le soutien » du ministre de l'Intérieur que le syndicat de flics Alliance a manifesté le 31 janvier dans une vingtaine de villes. Les poulets réclamaient plus de moyens... bien qu'ils n'en aient jamais eu autant.

A Paris, le cortège, emmené par des figures de la droite et de l'extrême droite (Knafo, Maréchal, Mariani...), a rassemblé 15 000 manifestants, selon les organisateurs, comme on dit. Alors qu'ils étaient pressés arrivés à destination, les responsables syndicaux ont décrété la dispersion après une « Marseillaise » bien dégagée derrière les oreilles. Objectif? Éviter que, sur la place de la Nation, le gonflement du

nombre de participants soit trop voyant. S'agissait pas d'être pris en flag...

D'après les messages de la salle de commandement dont a pris connaissance « Le Canard », ils étaient 2 700 dans la capitale. Mais, comme on est sympa entre collègues, on va annoncer 3500. OK? Aussi bienveillant que le ministre, le préfet de police s'est bien gardé de communiquer le moindre chiffre. Faut pas se fâcher...

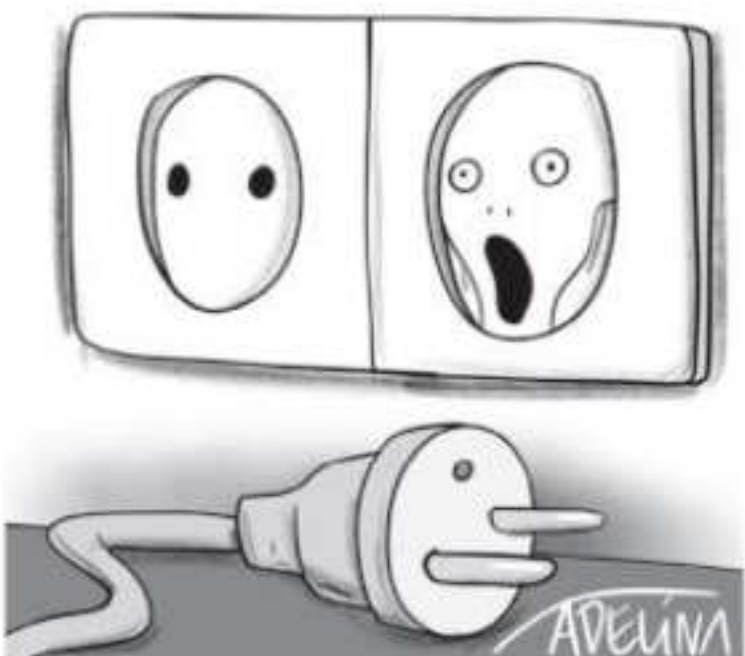
A Orléans, selon les médias locaux, les héros du jour étaient 400. Et encore: ils avaient reçu le renfort de leurs frères d'armes – les fachos du collectif identitaire Némésis et quelques militants d'extrême droite de la Coordination rurale. Bourrins compris? D. H.



A Crans-Montana, des contrôles très électriques

LES PROPRIÉTAIRES du bar suisse Le Constellation, où 41 personnes ont perdu la vie et 115 ont été blessées lors de la soirée du Nouvel An 2025, affirment, dans leurs auditions, avoir géré correctement l'établissement. Petit hic: outre des contrôles lacunaires en matière de sécurité incendie, la qualité de l'installation électrique du bar de Jacques et Jessica Moretti témoignait, elle aussi, semble-t-il, d'un sérieux laisser-aller. Vérifiée le 10 décembre 2015, après de gros travaux de rénovation menés alors que les époux étaient gérants, elle aurait dû l'être de nouveau dix ans plus tard. Le 4 août 2025, Oiken, gestionnaire de réseau électrique, avait écrit aux Moretti – devenus propriétaires en 2022 – pour leur rappeler leur obligation de se soumettre à un contrôle périodique et leur réclamer une copie du rapport actualisé avant le 31 janvier 2026. Las! Malgré sa demande, aucun document n'a été transmis à la justice suisse. Il a brûlé?

Le 10 décembre 2015, l'électricien habilité à vérifier la conformité de l'installation aux normes en vigueur notait l'absence de barrières coupe-feu et relevait des instructions du fabricant non respectées. Il ne constatait pourtant « aucun défaut » et autorisait la reprise de l'activité. Le soir même,



les Moretti inauguraient le nouveau Constellation.

Poursuivi pour homicide, lésions corporelles et incendie par négligence, le couple sera de nouveau entendu par les enquêteurs le 11 et 12 février. Les 6 et 9, le chef du service de sécurité publique de Crans-Montana et son pré-décèsseur auront affronté les questions du parquet et des parties civiles sur la responsabilité de la commune.

Sans oriflamme

La ville, en effet, aurait dû valider tous les ans le plan antifeu du bar; or elle ne l'a pas fait depuis 2020. Dans une lettre remise le 5 janvier à la police cantonale et adressée à la procureure générale, Nicolas Féraud, le président de l'exécutif local, confesse que l'ex-chef de la sécurité, désormais poursuivi, « exerçait un mandat privé et n'était pas employé par la commune ». Et

il « disposait de documents n'étant pas entre les mains [des élus] ». Circulez...

Un mois après le drame, aucune perquisition n'a été menée à l'hôtel de ville. Plusieurs avocats dénoncent le « risque de collusion » et regrettent le « caractère partiel des documents remis par la commune à la police ».

Dans un rapport du 13 mai 2019 – le dernier en date –, l'ex-chef de la sécurité pointait la cage d'escalier boisée et le vitrage non conforme, l'absence d'extracteur de fumée (non obligatoire, toutefois, pour les lieux accueillant moins de 300 personnes, ce qui était théoriquement le cas du Constellation), la présence de matériaux combustibles et des portes d'entrée ne s'ouvrant pas vers l'extérieur. La poursuite de l'exploitation a cependant été validée.

Depuis, des barrières antipanique avaient été installées sur les portes. Sauf que l'une d'elles était fermée le soir du drame et que les personnels ne savaient pas où trouver les extincteurs ni comment les faire fonctionner, selon les aveux de Jacques Moretti durant son audition du 20 janvier. Pas d'alarme non plus pour prévenir les clients d'un danger immédiat. Ce qui aurait permis, peut-être, d'éviter un aussi lourd bilan.

Emmanuelle Souffi et Jean-Louis Le Touzet

Parcoursup pénalise les travailleurs sociaux

UN PEU PLUS de deux semaines après le lancement de la course aux vœux d'orientation sur Parcoursup, combien de lycéens ou d'étudiants vont indiquer, en dernier choix, par défaut, une formation en travail social? Parmi les principaux diplômes visés: éducateur spécialisé dans la protection de l'enfance, le handicap psychique ou moteur, auprès de jeunes enfants (en crèche), conseiller en économie sociale et familiale (pour lutter contre la précarité financière) et assistant social.

Vœux de pénitence

Depuis l'avènement de Parcoursup, en 2018, les centres de formation en travail social voient débouler des cohortes d'étudiants qui décrochent en première année à la suite de leur premier stage, après que la réalité du terrain les a fait déchanter. Conséquence? Au sein des établissements sociaux et médico-sociaux, plus de 30 000 postes restent vacants.

Dans un rapport sévère sur les manquements de l'aide sociale à l'enfance (ASE) publié en avril 2025, la députée PS Isabelle Santiago demandait que ces filières soient exclues de Parcoursup. Or non seulement cette recommandation a été ignorée, mais, en plus, six mois plus tard, le ministère de la Santé, de la Famille et de l'Autonomie a pondu un

arrêté réformant les diplômes et appauvrissant leur valeur au prétexte de l'employabilité.

A compter de la rentrée 2026, ceux qui passeront le cap de la première année (sur trois) pourront commencer à travailler comme « faisant fonction » d'éducateur, en n'ayant acquis qu'un tiers des compétences requises – quitte à se spécialiser plus tard, à leur gré. C'est pain bénit pour les employeurs, qui bénéficieront d'une main-d'œuvre à faible coût dans un secteur en tension. Les syndicats ont protesté – en vain –, au nom de l'importance de la spécialisation: s'occuper d'un enfant placé en foyer ou d'une personne porteuse d'un handicap psychique ou moteur requiert, rappellent-ils, des compétences spécifiques. Principale association d'employeurs du secteur social et médico-social, l'Unaforis s'en réjouit. Et tant pis pour les plus vulnérables, qui seront accompagnés par des « faisant fonction » à peine formés.

Interrogée, le 7 janvier, à l'Assemblée nationale, au sujet des suites données au rapport parlementaire sur l'ASE, la ministre Stéphanie Rist (Santé, Famille et Autonomie) a annoncé avoir « lancé une mission » sur cette réforme. Avec quels objectifs, avec quels moyens? Silence radio. Un vrai cas social, cette ministre...

Lauriane Gaud

ZigZag

TOUTOU POUR PLAIRE

A trois quarts d'heure en voiture de Paris se trouve un hôtel de luxe... pour chiens, nous apprend « Le Parisien » (31/1). Ce « premier resort canin inspiré de l'hôtellerie cinq étoiles », comme le définit un de ses fondateurs, n'est certes pas donné (95 euros la journée, 190 euros le week-end), mais les chiens ont à leur disposition « piscine, espace de jeux, jardin olfactif, massages et séances d'ostéopathie ».

Et, on l'espère, des soirées dansantes autour de tubes comme « C'est le chenil qui redémarre ».



RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Mi-janvier, la marque russe de vêtements Rendez-Vous a claqué 337 000 euros dans l'organisation d'un week-end festif à Courchevel (Savoie). Au menu, pour les quelques people moscovites acheminés en jet privé: champagne à gogo, repas gastronomiques et concert privé de Patricia Kaas.

De quoi susciter un joli scandale en Russie, d'autant que la marque connaît de sérieuses difficultés financières. Un député a ainsi dénoncé « une bande de serpents et de traîtres pourris, imprégnés de valeurs occidentales et qui rêvent de se faire servir dans les boutiques européennes » (« Le Figaro », 29/1). Parmi les « traîtres pourris », Ksenia Sobchak, une protégée de Poutine...

Le signe d'un pouvoir à bout de Courch?

STEAKS BIEN SAISIS

Quand les poulets récupèrent du bœuf... Sur son compte X (27/1), la police nationale de la Loire s'est vantée d'avoir « saisi 40 kg de viande destinés à être projetés (sic) dans la maison d'arrêt (de Roanne) ». De la barbaque que les flics promettent de redistribuer aux « animaux de la SPA » locale. Sur la photo jointe, outre des paquets de viande, on voit des bonbons Haribo, des tubes de sauce ou des viennoiseries industrielles.

A Roanne, les bêtes vont se régaler, et les détenus devront se rabattre sur des brochettes de rat...

Les flous du stade de Nîmes

L'OPÉRATION devait lui rapporter 8 millions d'euros; elle lui en coûtera finalement 35, au bas mot. Ce mauvais mercato, c'est celui que s'apprête à entériner la ville de Nîmes (Gard), qui n'en finit plus de payer pour son équipe de foot, « les Crocos » du Nîmes Olympique, qui évoluent péniblement en National 2 (4^e division). Le conseil municipal proposera, samedi 7 février, de racheter pour 9,5 millions d'euros le stade provisoire et les terrains d'entraînement que possède Rani Assaf, proprio du club jusqu'en juillet dernier.

Pour comprendre ce gaspillage d'argent public, il faut revenir en arrière. En 2019, tout roule pour le Nîmes Olympique de Rani Assaf, cofondateur d'Iliad (Free) aux côtés de Xavier Niel. Il évolue en Ligue 1 et termine 9^e du championnat. Pour, affirme-t-il, sécuriser l'avenir du club au plus haut niveau et, surtout – ce qu'il dit moins –, réaliser une belle opération immobilière, Assaf propose à la ville de lui acheter son vieillissant stade des Costières, qui n'est plus aux normes de la ligue de foot pro. Le projet: raser l'enceinte et en construire une autre, au même endroit, en l'entourant d'immeubles d'habitation et de bureaux pour générer des recettes. Un investissement de 150 millions d'euros, au minimum, que les élus voient comme une aubaine...

Le stade des Costières abrite d'autres associations sportives (escrime, gym, sports de combat...) qu'il faut reloger. Qu'à cela ne tienne! Forte d'un compromis de vente de 8 millions d'euros pour le rachat de son vieux stade, la ville entreprend la construction d'une nouvelle halle des sports. Facture: 25 millions d'euros, que la vente des Costières doit amortir. Elle prête par ailleurs à Assaf un terrain où construire un stade provisoire – celui qu'elle veut racheter aujourd'hui –, dans l'attente de la sortie de terre de son pharaonique projet immobilier.

Larmes de "Crocos"

Mais rien ne se passe comme prévu. Au lieu de se maintenir dans l'élite, le club chute de trois divisions en cinq ans. Assaf revend le Nîmes Olympique durant l'été 2025 et laisse tomber son projet de stade. Résultat: la ville se retrouve avec une nouvelle halle des sports qu'elle a finalement dû financer sans apport et avec un stade en friche depuis quatre ans. La prochaine équipe municipale devra payer sa rénovation ou sa destruction... donc racheter le stade provisoire à l'homme d'affaires qui l'a planté! Du grand art.

A un mois des élections municipales, le dossier appa-

rait comme une tache sur le bilan de la droite au pouvoir. La gauche unie a beau jeu de railler le « coût de l'inséquence de la majorité municipale sortante »: en juillet 2019, elle ne s'était pas opposée à la vente. Pas plus que le RN, qui évoque aujourd'hui « une perte de temps et d'argent » (« Midi libre », 27/1). Dans une ville où le football reste populaire, avec la meilleure affluence du championnat de National 2, aucun groupe au conseil municipal ne prévoit de s'opposer au coûteux rachat du stade provisoire. Si les supporters applaudissent, pas sûr que les contribuables s'en fassent...

J. C.

L'association Trans-Forme l'essai

CRÉÉE il y a trente-six ans, Trans-Forme organisait chaque année la Course du cœur, ainsi que les Jeux nationaux des transplantés et dialysés. Mais l'arbitre a sifflé la fin du match: l'association a été placée en liquidation judiciaire le 5 juillet dernier. « Depuis 2019, il y a eu un abandon du ministère des Sports, qui nous versait jusqu'alors 200 000 euros par an », se lamente l'ex-président et fondateur, Olivier Coustere. Le ministère confirme au « Canard » avoir cessé de soutenir Trans-Forme en raison de « signaux préoccupants » et d'« insuffisances du contrôle interne ».

Les comptes de l'année 2024 font en effet apparaître 270 216 euros de salaires pour un président, une secrétaire et un contrat à mi-temps. Sans oublier 8 045 euros de vêtements de travail, 18 400 euros d'indemnités kilométriques, 151 627 euros de voyages et... 153 529 euros de frais de restaurant. Gare à

l'indigestion! Coustere plaide « une erreur de l'expert-comptable » qui aurait affecté les frais des événements aux dépenses quotidiennes des trois salariés.

Trans-Forme a opéré sa mue en devenant l'Association Sport Transplant Dialyse (ASTD). Coustere y est persona non grata, mais il a trouvé la parade en créant une structure à l'acronyme quasi similaire, Les Amis du sport et du don (ASTDON). Il ne s'est pas embarrassé et a pioché dans l'ancien fichier des adhérents leurs coordonnées et les photos des sportifs ayant participé aux courses précédentes, et a profité du site Internet de Trans-Forme pour y faire la pub de son nouveau business. Ainsi, il entend bien continuer d'organiser la course et les Jeux, soutenus par des industriels comme EDF, Europcar, Weleda ou encore le groupe Le Figaro. Tous vont-ils laisser courir?

F. R.-G. et L. C.



ZigZag

DES IDÉES DE GÉNISSE

Les trafiquants de cocaïne font preuve d'une imagination sans limites pour faire passer leur marchandise en Europe, selon un rapport de l'office de police Europol (« Le Figaro », 29/1): elle peut être congelée, stockée dans des sacs étanches cachés sous la coque d'un navire ou dissimulée dans les cylindres d'un engin de chantier venu de Colombie. Dernière trouvaille en date: « l'incorpor[er] dans des peaux de vache ».

Vraiment des durs à cuir, ces trafiquants!

DRÔLES DE ZIGS

MARIA CAROLINA de Bourbon des Deux-Siciles, influente, dont les aïeux ont été chassés du trône de Naples en 1861, porte les titres de duchesse de Palerme et de duchesse de Calabre. Elle est aussi la nouvelle compagne de Jordan Bardella. Dans un portrait qui lui était consacré, ainsi qu'à sa sœur Maria Chiara (« Paris Match », 2/11/23), elle évoquait déjà le profil de son futur prince charmant: « Les sentiments ne se contrôlent pas. Il faudra juste que l'on partage les mêmes valeurs, la même éducation. »

Pour faire bonne figure en cas d'échec politique, Bardella pourra toujours viser le titre de grand-duc de Drancy.

Cette mine n'a pas bonne mine

Bientôt une grande mine de lithium à Echassières, dans l'Allier, prévue pour cinquante ans. C'est du propre.

LE LITHIUM est un drôle de numéro. L'auteur-acteur-metteur en scène Frédéric Ferrer vient de lui consacrer une pièce de théâtre (lire p. 7). Ce n'est pas donné au premier métal venu. Un métal très léger, très mou, pas très cher. Et, depuis peu, très convoité. On l'appelle même « l'or blanc ».

Le boom du lithium a commencé avec le numérique: on l'utilise dans les batteries des smartphones et des ordinateurs portables. Mais ce sont les voitures électriques qui en ont fait une star. Et ce n'est qu'un début. Elles devraient (théoriquement) déferler sur l'Europe à partir de 2035 et envahir le marché, puisque ce seront les seules autorisées à la vente. Un récent rapport affirme que la demande mon-

diale devrait être multipliée par 7 ou 8 d'ici à 2050, par rapport à 2023 (« Le Figaro », 29/1). Le lithium est devenu un « métal critique ».

Pourquoi? Parce que c'est le meilleur accumulateur d'électricité qu'il soit. Une batterie au lithium peut en stocker trois fois plus qu'une batterie au plomb. Pour un smartphone, 3 grammes suffisent. Pour une petite citadine avec une batterie de 30 kWh, comptez entre 4 et 6 kilos. Pour un SUV avec une batterie de 100 kWh, entre 13 et 20 kilos.

La France achète 100 % de son lithium à l'étranger. Sur-tout, dans l'ordre décroissant, à l'Australie, au Chili et à la Chine. Comment sortir de cette dépendance? Déjà que tout notre uranium est importé, lui aussi... En 1987, à Issoire,

dans le Puy-de-Dôme, le député communiste André Lajoinie prend la tête d'une manif dont le mot d'ordre est « L'Auvergne a du lithium, la France en a besoin ». Les manifestants réclament l'ouverture d'une mine à Echassières, dans l'Allier. Ça fait plouf. A l'époque, tout le monde s'en fiche, du lithium.

Allons enfants de la batterie

Près de quatre décennies plus tard, en octobre 2022, la multinationale française Imerys, spécialisée dans l'extraction et la production de minéraux pour l'industrie, annonce triomphalement qu'elle va ouvrir une mine de lithium à Echassières. La France va en devenir le quatrième producteur mondial! Chaque année, Imerys va en extraire pas moins de 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium! Pendant cinquante ans! En tout, pas moins de 1 500 emplois directs et indirects! Dans cette région où le boulot se fait rare, c'est cadeau... Et, s'enflamme Bruno Le Maire, alors ministre de l'Economie, ce site sera « exemplaire sur le plan environnemental et climatique ».

Dégainer avec autant d'empressement une promesse écolo, c'est louche, non? Si.

A Echassières se trouve une belle colline de granit. Depuis des décennies, une carrière de kaolin, la matière première de la porcelaine, y est exploitée. Le lithium se trouve sous cette carrière. En quantités



industrielles, mais pas à l'état pur: on ne le trouve jamais pur, seulement sous forme de traces plus ou moins abondantes. Ici, ô joie des experts, le lithium est présent dans la roche dans une proportion de 1 %. C'est énorme! Lune des plus fortes concentrations au monde! Cent kilos de granit extraits donnent 1 kg de lithium! Il suffira donc de creuser une mine de 400 mètres de profondeur, d'en extraire chaque année 2,1 millions de tonnes de granit. De construire une usine dite « de concentration » de 30 ha pour y mener les différentes opérations nécessaires. Broyer la roche pour en faire une sorte de farine. La nettoyer en la trempant dans un bain d'acide. La plonger dans une grande piscine pleine d'eau. La mélanger avec une molécule chimique (amine). Insuffler de l'air... Tout ce qui remonte à la surface, sous forme de pulpe, c'est du mica, dans lequel se niche le lithium. Cette pulpe, on construi-

ra une grosse canalisation de 16 km de longueur pour l'acheminer près d'une vieille voie ferrée (à rénover) sur la ligne Gannat-Montluçon. Là, sur une plateforme de chargement de 15 ha, la pulpe sera pressée, asséchée pour obtenir 330 000 tonnes par an de concentré de mica. Des trains l'emporteront 49 km plus loin, dans la banlieue de Montluçon. Une usine chimique y sera édifiée, sur un site de 30 ha, pour séparer les différents éléments du mica. Calcination dans un gros four à gaz, lixiviation (opération de lessivage à base d'acides), purification, cristallisation, et voilà l'hydroxyde de lithium qui apparaît. Lors de toutes ces étapes, il faudra de l'eau, beaucoup d'eau: 1,2 million de mètres cubes par an.

En 2015, Imerys obtient un permis exclusif de recherche, renouvelé en 2021. En 2024, le projet est classé « d'intérêt national majeur ». Ses communicants ont l'idée géniale de le baptiser « Emili », pour « Exploitation de mica lithinifère ». « Emili » rime avec « joli », évidemment! Les arrêtés préfectoraux tombent en cascade pour autoriser les travaux d'une galerie de reconnaissance et la construction à venir d'usines pilotes. Une enveloppe de 25 millions d'euros est débloquée au titre des dispositifs France Relance. Ainsi qu'un crédit d'impôt « industrie verte » (carrement) de 200 millions d'euros. Du 11 mars au 31 juillet 2024 est organisé un débat public dans le département de l'Allier. Et c'est là que ça se complique...

Professeur Canardeau (A suivre.)



STEPHEN MILLER, conseiller à la sécurité intérieure des États-Unis, dont les convictions sont bien ancrées à l'extrême droite, est l'homme qui a soufflé à Donald Trump l'idée de déployer les troupes fédérales à Minneapolis, avec les conséquences que l'on connaît. A la suite de l'assassinat de Charlie Kirk, il avait prononcé un discours aux accents apocalyptiques (« Le Parisien », 1/2): « Vous n'imaginez pas le dragon que vous avez réveillé (...). Vous n'imaginez pas à quel point nous serons déterminés à sauver cette civilisation. A sauver l'Occident, à sauver cette république (...). Vous n'êtes rien. Vous êtes le vice, vous êtes la jalousie, vous êtes la haine. »

Tandis que la police fédérale anti-immigration n'est qu'amour et bienveillance, c'est bien connu.

CONFLIT DE CANARD

Une bactérie bien dans son assiette

CONNAISSEZ-VOUS les bactéries telluriques productrices de toxines? L'une d'entre elles vient de faire dégringoler les cours de Bourse de Nestlé et Danone. A cause de Bacillus cereus, les grandes marques de lait infantile ont dû dare-dare retirer leurs produits des rayons dans une soixantaine de pays, dont la France. La toxine libérée par ce charmant microbe, présent dans les sols, est en effet soupçonnée d'avoir provoqué des vomissements chez de nombreux nourrissons, jusqu'à causer la mort de plusieurs bébés (lire p. 4).

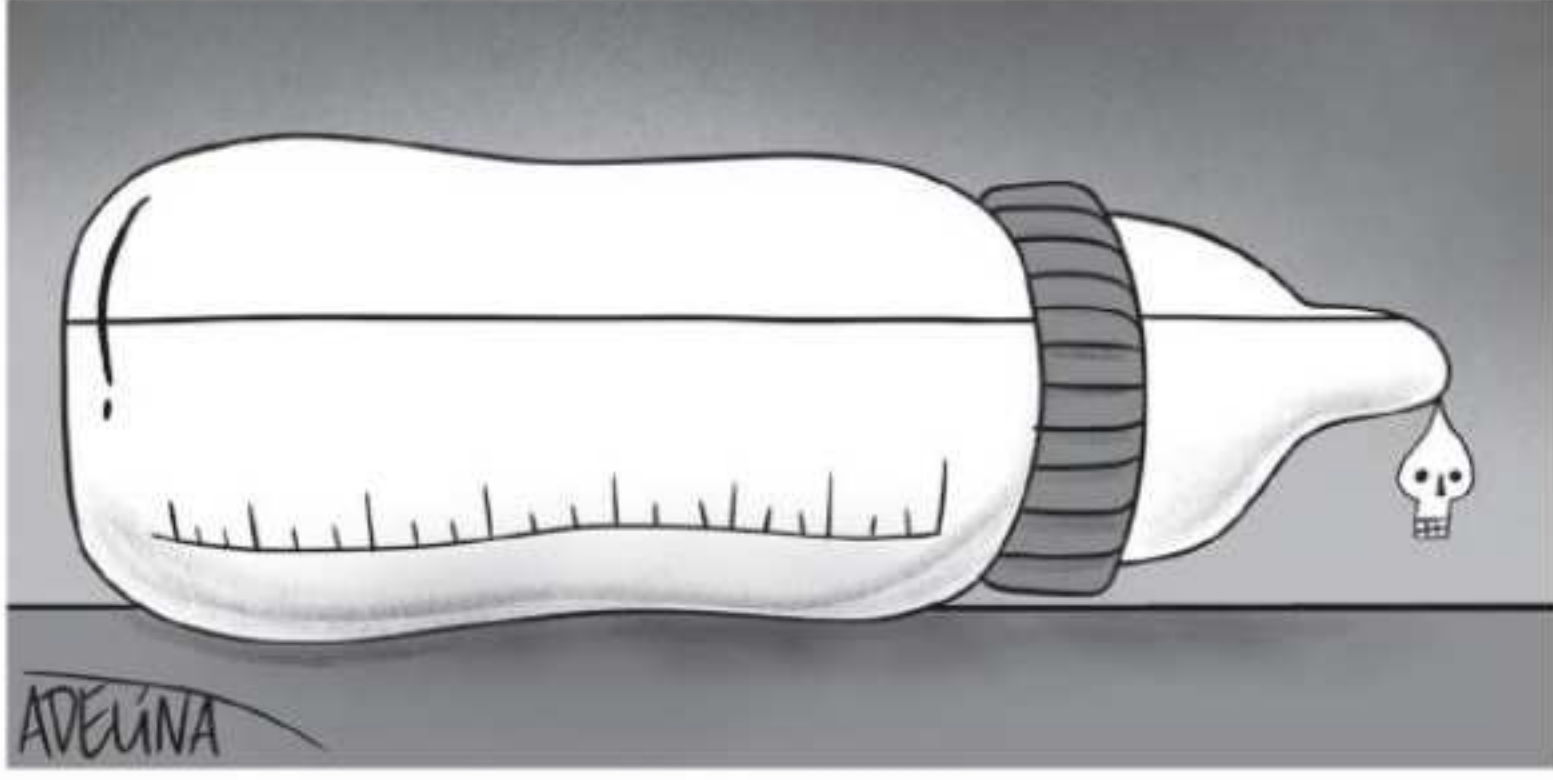
Encore une belle histoire de mondialisation, puisque l'on découvre que tout est parti d'un fabricant chinois d'acides gras qui

fourge ses additifs à la quasi-totalité des multinationales du lait infantile. C'est ainsi que Nestlé et consorts se sont retrouvés avec du lait en poudre enrichi en acide arachidonique empoisonné par la toxine céréulide relarguée par Bacillus cereus. Le plus... lait, c'est que ce fameux additif dont raffolent les industriels n'a aucun intérêt nutritionnel, de l'aveu même de l'Organisation mondiale de la santé. Ce qui n'empêche pas les fabricants de vendre plus cher leur poudre estampillée « formule enrichie »...

Le grumeau, dans l'histoire, c'est que Bacillus cereus n'adore pas seulement la poudre de lait. D'après Santé publique France, la bactérie est à l'origine d'au moins

un quart des 2 000 toxi-infections alimentaires collectives (Tiac) recensées chaque année dans le pays. Avec un goût prononcé pour les aliments à base d'amidon comme le riz ou les pâtes. L'industrie des plats cuisinés se retrouve en première ligne, puisque 42 % des Tiac y sont provoquées par Bacillus cereus. Et encore, la bactérie passe souvent sous les radars. Il n'existe, en effet, aucun seuil limite de sa présence dans les aliments, excepté dans les préparations destinées aux enfants de moins de 6 mois. Quant au seuil de toxine céréulide à ne pas dépasser, il ne s'applique, lui aussi, qu'aux nourrissons. Le ministère de l'Agriculture vient bien de l'abaisser en urgence, mais, vu que la détection de ladite toxine est longue et coûteuse, les industriels n'ont toujours pas l'obligation, lors des autocontrôles, de vérifier s'ils sont dans les clous.

Pour mieux traquer la bactérie et sa toxine dans nos assiettes, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation réclame la création d'un laboratoire national de référence sur Bacillus cereus. Une demande retoquée depuis trois ans par la Direction générale de l'alimentation, qui dépend de... l'Agriculture. En attendant, la bactérie boit du petit-lait.



La tête dans le sable

LA DERNIÈRE minute, Downing Street a bloqué la sortie du rapport. Il a fallu qu'une prof de l'University College London entame une procédure quasi judiciaire. Le 20 janvier, le gouvernement britannique a fini par céder. Les auteurs de ces 14 pages ne sont pourtant pas d'affreux écolo-négatifs. Ils supervisent les agences de renseignement britanniques, les fameux MI5 et MI6 (« Le Monde », 31/1).

Ce qu'ils disent? Que « tous les écosystèmes essentiels de la planète sont sur la voie de l'effondrement », forêt amazonienne, forêts boréales, Himalaya, mangroves, récifs coralliens, bassin du Congo, etc. Que, même s'ils sont situés à des milliers de kilomètres du Royaume-Uni, la perte de biodiversité qui en résulte représente une menace pour « la sécurité et la prospérité nationales ». Notamment la sécurité alimentaire, vu que le Royaume-Uni importe 40 % de son alimentation (la France, c'est 20 %). Trop alarmant, ce rapport! Chuut...

Marc-André Selosse ne dit pas autre chose. Biologiste et professeur au Muséum national d'histoire naturelle, spécialiste des sols, conteur passionné et passionnant, il publie ces jours-ci un bref ouvrage, « De la biodiversité comme humanisme » (1). Il est effaré de voir que la biodiversité est tragiquement absente des discours politiques. Durant la dernière campagne présidentielle, si le climat a occupé 3 % du temps de parole, la biodiversité, elle, n'a pas dépassé 1 %. Alors que, dit-il, « l'humain est à 100 % coulé de biodiversité ».

Et de rappeler que la biodiversité ne se résume pas à une liste d'espèces. Elle est largement invisible et ordinaire. La preuve que la sixième extinction (« déjà 100 à 1 000 fois plus rapide que les cinq précédentes ») a commencé, on peut la voir dans l'effondrement des populations d'insectes et d'oiseaux, et de la fertilité des sols (qui a



AU SERVICE DE SA BIODIVERSITÉ

chuté de 20 % en moyenne et ne se maintient qu'à coups d'engrais). Mais aussi « de la façon la plus intime » qui soit: dans notre corps.

« La surface de notre peau et nos cavités (intestin, nez, bouche, vagin, poumons...) sont peuplées de bactéries et de

champignons unicellulaires, les levures, dont l'ensemble forme le microbiote. Leurs cellules, aussi nombreuses que celles de nos organismes (10 000 milliards), appartiennent à des milliers d'espèces! » Cette extraordinaire biodiversité microbienne est « massée à 99 % dans nos intestins ». Or, en comparaison avec nos propres ancêtres ou des tribus amazoniennes isolées, nos microbiotes « comptent 1,5 à 3 fois moins d'espèces microbiennes ». D'où les « maladies de la modernité » (diabète, obésité, asthme, allergies, maladies auto-immunes, etc.) qui touchent un quart des Européens et sont « très délétères pour le déficit de la Sécurité sociale ». Vite, préservons la biodiversité!

Tout ce que fait le gouvernement Lecornu, entre autres remettre en question le zéro artificialisation nette pour qu'on puisse rebétonner partout et n'importe comment, va évidemment dans ce sens...

Jean-Luc Porquet

(1) Seuil, 96 p., 6,90 €.

Le Gâteau du président

(Anniversaire le cœur)

C OUP du destin en dictature : la petite Lamia, 9 ans, est désignée par un instituteur militarisé pour préparer le gâteau d'anniversaire du président Saddam Hussein dans l'Irak des années 1990. Or Lamia vit seule avec sa grand-mère adorée, Bibi, dans un village pauvre des marais de Mésopotamie. Ni une ni deux, la grand-mère, qui ne peut payer, décide de planquer Lamia en ville, mais la fillette fugue et entreprend, avec l'aide d'un copain de classe, de rassembler elle-même les ingrédients. Où la quête d'œufs, de farine et d'huile devient la grande aventure d'une petite vie...

S'inspirant de ses souvenirs d'enfance, Hasan Hadi, qui a grandi dans le sud de l'Irak sous Saddam, a tenu à tourner sur place avec des non-professionnels, exceptionnels, pour reconstituer l'atmosphère de ce régime policier en territoire rural. En composant premiers plans et arrière-plans, il donne à voir la splendeur et la misère de l'existence dans l'antique Mésopotamie. Mais il sait aussi épouser, avec une délicatesse désarmante et une simplicité touchante, le point de vue de ses jeunes personnages. Il réunit ainsi un beau film d'enfance, dans la tradition des conteurs arabes comme dans la lignée de classiques universels tels « Le



Ballon rouge » (1956) ou « L'Ile nue » (1960). Ce long-métrage a été couronné à Cannes par la Caméra d'or, qui distingue le meilleur premier film de l'ensemble du Festival, et a représenté l'Irak aux Oscars (sans être retenu dans la dernière sélection).

Un gâteau plein de saveurs et de douceur, à déguster sans attendre.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

A pied d'œuvre

Ex-photographe en vue, Paul a tout lâché afin de se vouer à l'écriture. Pour gagner sa vie, il s'improvise jardinier, bricoleur, voire plombier sur une appli de petits jobs, et découvre ainsi une autre face du monde.

Adaptant le roman autobiographique de Franck Courtès (Gallimard, 2023), Valérie Donzelli donne un film qui brille par sa sensibilité à fleur de peau, sa délicatesse d'approche et sa « justesse » – saluée par l'auteur –, qui lui a valu le prix du meilleur scénario à la Mostra de Venise. Bastien Bouillon incarne avec finesse cet écrivain qui galère, face à Donzelli elle-même en ex-compagne, à Virginie Ledoyen en éditrice ou à André Marcon en père rugueux : autant d'acteurs au diapason.

Un film qui passe sans appuyer, avec une grâce enjouée, sur les affres des créateurs. – D. F.

La lumière ne meurt jamais

Retour à Rauma. C'est dans cette petite ville côtière de Finlande, chez ses parents, que Pauli, un jeune flûtiste frappé par la dépression, revient traîner son mal de vivre. Il y croise une ex-copine de classe mutine et provoc, Iris, qui l'initie à sa musique expérimentale et lui rouvre le ciel.

Familier des groupes underground alternant « noirceur et extrême fantaisie », le musicien finlandais Lauri-Matti Parppei transpose sa propre expérience dans ce premier film (sélectionné à l'Acid, à Cannes). Il excelle à dépeindre la mélancolie au sens fort, de façon sensible, sans jugement mais non sans humour, ainsi que la manière d'en sortir par une voie de traverser. On a déjà hâte de voir son deuxième film, qui montrera des vampires ados dans une ferme la nuit...

Avec, là aussi, la lumière au bout du tunnel ? – D. F.

Le Grand Phuket

Li Xing vit dans les décombres du Grand Phuket, un quartier en voie de destruction, parcouru jour et nuit par les pelleteuses du gouvernement chinois. Au loin, les tours sans fin des nouveaux districts de Kunming (Yunnan). A 14 ans, l'ado cherche qui il est, déconne, tombe amoureux, trahit son pote, admire une brute et agace sa mère. Quand tout cela est trop pénible, il y a toujours ce tunnel souterrain dans lequel il se cache, seul ou pas.

Ce premier long-métrage de Liu Yaonan, présenté au Festival de Berlin en 2024, est une belle évocation de l'adolescence. Mention très spéciale aux interprètes non professionnels. – M. B.

The Mastermind

Tu parles d'un « cerveau » ! Dans une petite ville du Massachusetts, en 1970, un jeune père de famille à la ramasse échafaude un casse de tableaux dans le musée local, avec deux complices bras cassés au visage couvert d'un bas... Un braquage amateur qui tourne à la déconfiture complète.

Au pays de la louze et des branquignols, l'Américaine Kelly Reichardt tourne un film qui vaut moins par son intrigue échevelée que par son approche de l'époque et sa reconstitution des *seventies* – de l'architecture aux voitures, des vêtements aux mentalités de la période. Un exercice de style convaincant mais moins fort que ses westerns atypiques. – D. F.

A demain sur la Lune

C'est l'histoire d'un cheval qui rend visite aux mourants et les emporte vers leur mort... Non, ce n'est pas un conte traditionnel ni un tableau de Chagall. Ce documentaire de Thomas Balmès montre bien les incursions en chair, en os et en crière de l'étafon Peyo, avec son maître et dresseur, Hassen Bouchakour, dans les couloirs et les chambres de l'unité de soins palliatifs de l'hôpital de Calais.

Le film témoigne du bien manifeste que cela fait, dans leurs derniers instants, à Monique et à Jacques, qui ont atteint le terme d'une longue vie et en acceptent la fin. Mais aussi à Amandine, fauchée par un cancer dans la quarantaine, arrachée à ses deux jeunes fils et à leur père. Ce documentaire en vient à constituer un monument aux mourants. Le film aurait pu être plus fouillé, il n'en est pas moins étonnant et émouvant. – D. F.

Les films qu'on peut voir ou revoir

Une balle dans la tête

Le bon, le foldingue et le cupide : trois amis de Hong-kong, en bisbille avec la pègre, partent se planquer à Saigon en 1967. Sur leur chemin, une belle chanteuse forcée de se prostituer, un tueur franco-vietnamien et une caisse d'or. Le trio plonge dans les horreurs de la guerre du Vietnam.

Attention ! titre à prendre à la lettre. Cette fresque ultraviolente de John Woo datant de 1990, qui lorgne du côté de « Voyage au bout de l'enfer » (1978), de Michael Cimino, entre combats stylisés et sentimentalisme sirupeux, tourne autour de l'image du tir à bout portant sur le crâne, même celui de son meilleur ami... Macabre, mais grandiose à sa façon. – D. F.

Le sceau de la famille

Avec « Les Belles Promesses », Pierre Lemaitre clôt en beauté sa tétralogie consacrée aux Trente Glorieuses.



la roue du destin... Car « Les Belles Promesses », il faut le dire, n'ont rien d'un roman à thèse : c'est une saga familiale qui dit, en creux, la gloire et la petitesse d'une époque. Sa force réside dans ses protagonistes. « Je pose des questions, explique Lemaitre, mais je n'essaie jamais de répondre à la place du lecteur ».

Insatisfaite par nature, l'inepuisable Geneviève veut garder pour elle le nourrisson tiré des flammes, qui a pourtant déjà un père. « Un enfant adopté ressent toujours plus de devoirs qu'un autre vis-à-

vis de ses parents adoptifs », se dit-elle. Mais « le pauvre Jean » a d'autres soucis en tête. D'abord, il s'est décidé à prêter son concours (financier) à une entreprise pharaonique, « symbole d'une modernité conquérante » : la construction du boulevard périphérique, pas une mince affaire. Et puis il y a son passé. Un passé mystérieux que viendra, in fine, percuter la trajectoire d'un fils d'immigré espagnol en proie aux affres de l'endettement. Cet homme-là, incarnation d'une France rurale délaissée, est de l'autre côté : celui des

« travailleurs sacrifiés », des « laissés-pour-compte du progrès ».

« Psychose sur le Périph : Un tueur en liberté ? » titrent bientôt les journaux. Sur le lien avec Jean, on gardera évidemment le silence. Dans l'intervalle, Lemaitre aura réussi à faire grandir encore ses personnages (ah ! les émois sexuels de Philippe, « aux yeux démesurément écarquillés », amoureux fou de sa tante Thérèse ! oh, la douleur de la petite Colette, pleine de secrets, elle aussi, à qui une religieuse essaie de faire cracher le morceau – « il y a si longtemps que vous êtes malheureuse... »), à mêler Grande Histoire et avanie domestiques, à faire alterner l'hénaurme et le tragique, tissant avec brio les fils de ses intrigues... jusqu'à réserver un rôle de choix au vieux chat Joseph, « chancelant, épuisé, moribond », mais combatif malgré tout, et prêt à solder ses comptes avec son éternelle ennemie. En attendant « une autre histoire », promise par l'auteur, qui devrait conduire « à la fin du siècle ».

Fabrice Colin

● Calmann-Lévy, 512 p., 23,90 €.

Du nouveau sur le cas phare

Les Fantômes de Shearwater

de Charlotte McConaghy

NE CHERCHEZ PAS l'île de Shearwater sur une carte ! Au milieu de nulle part, entre la Tasmanie et l'Antarctique, cet endroit – fictif – ressemble parfois au paradis, le plus souvent à l'enfer. Avec son relief accidenté battu par les vents, où albatros et pétrels jouent les funambules, ses côtes escarpées où batifolent phoques, otaries et éléphants de mer, ce bout de terre inondé par des pluies torrentielles abrite un sanctuaire. Les hommes ont décidé d'y entreposer, répertorier et classer toutes les graines du monde. L'humanité touchant à sa fin, les survivants auront ainsi de quoi replanter. Ne poussez pas derrière !

Des scientifiques veillaient sur ce trésor végétal, mais ils ont disparu. En revanche, Dominic Salt est bien là. Après le décès de son épouse, il a choisi de devenir gardien du phare de Shearwater. Ses trois mômes, Fen, Raff et Orly, l'y ont accompagné. Mais l'île est menacée par la montée des eaux : la famille

Salt va devoir rejoindre des terres moins hostiles. « Nous allons quitter cet endroit et je les laisserai partir, se résout le père. Je les laisserai devenir. »

Soudain, une intruse, retrouvée à moitié morte sur le rivage de l'île, vient bouleverser ce huis clos familial. Tout en s'en méfiant, les Salt veillent sur l'échouée. Après tout, philosophe Dominic, « peut-être que nous allons effectivement mourir un jour noyés, brûlés ou affamés mais, en attendant, c'est à nous qu'il appartient de choisir si nous voulons participer à cette destruction ou si nous préférons prendre soin les uns des autres ».

Ce troisième roman de l'Australienne Charlotte McConaghy, remarqué pour « Migrations » (2021) et « Je pleure encore la beauté du monde » (2024), oscille entre écothriller et récit polyphonique familial. Elle imagine brillamment le début de la fin du monde, et, nom d'un pétrel, c'est décoiffant !

Didier Hassoux

● Actes Sud, 384 p., 23,50 €. Traduit de l'anglais (Australie) par Marie Chabin.

BOMBARDEMENTS MEURTRIERS EN UKRAINE



Que le spectral commence !

Où s'en vont les gens qui meurent ?

par Vinciane Despret

ANTIGONE exige des funérailles dignes pour son frère Polynice : cette histoire retrouve une belle jeunesse avec ce petit essai épating. Il rappelle que les morts ne sont pas seulement des corps mais aussi des personnes avec qui les relations sont possibles, et même nécessaires, ne serait-ce que lors des funérailles, quand émergent anecdotes et souvenirs. Or, comme le remarque joliment Vinciane Despret, psychologue et philosophe enseignante à Liège et à Bruxelles, « il ne faut pas aller très loin pour trouver des gens qui pensent autrement que nous ».

En Islande, par exemple, les défunts peuvent continuer d'envoyer des messages : « Un aïeul qui apparaît dans les rêves d'une femme enceinte signifie qu'il lui demande que le bébé à naître porte le même prénom que lui. » En échange, l'aïeul s'engage à veiller et à protéger celui qui portera son nom. Dans d'autres cultures, les dépouilles sont déposées dans des « tours du silence », afin que les vautours s'en emparent. C'est le cas en Inde, en Iran, au Tibet,

lors des « funérailles célestes », où « l'âme commence son voyage vers l'autre monde ».

Ensanglanté par de récentes guerres, le Vietnam est malheureusement riche en Polynices modernes, privés de sépulture : autant d'« âmes solitaires », baptisées « voisins invisibles », qui ne peuvent devenir « des ancêtres rassurants ». A ces êtres errant dans « un entre-deux », il est conseillé de faire quelques cadeaux, même quand il s'agit d'anciens ennemis, faute de quoi ces corps non identifiés, souvent démembrés ou pulvérisés par les bombardements, vagabondent dans « un passé qui ne passe pas ».

Constat de Vinciane Despret : « Les morts, chez nous, je veux dire en France et en Belgique, aujourd'hui, sont plutôt calmes et taiseux. » Pourtant, « nous ne sommes peut-être pas, jusqu'à présent, très compétents pour les rituels ».

Et, en effet, le Covid fut un grand moment de barbarie : dépouilles embarquées directement à la morgue, familles privées de funérailles, deuils impossibles. Les nouveaux vautours avaient frappé.

Frédéric Pagès

● Bayard, 88 p., 12,90 €.



La Joie aux Chapitres

Perdre son âme à l'hameçon

par René Rouzet

DANS ce coin d'Ardèche, les rivières ont des noms qui chantent : l'Espezonnette, la Margeride, la Bézorgues, sans oublier le ruisseau de Malagayte. L'auteur en connaît les moindres remous et son habitante reine, la truite, qu'il pêche non pas à la main mais « à la volante » (« Bander la canne comme un arc en catapultant l'appât au point visé »).

Attention, l'emprise d'une rivière peut dépasser celle d'une compagne (« J'ai pas envie d'être seule pendant les vacances »). René Rouzet l'avoue : en sa folle jeunesse, il avait plus de réussite à la pêche aux truites qu'à la pêche aux filles. Aujourd'hui, les ravages de la surpêche lui font plier les gaules (« Tuer une truite après avoir contemplé sa ligne parfaite et son merveilleux maquillage

me déchire »). Mais la pêche aux mots le comble, et nous avec, tant son écriture est savoureuse, dense, parfumée. Voilà qui fait mentir le pamphlétaire Samuel Johnson, qui écrivait : « Une canne à pêche est un bâton avec un crochet à un bout et un imbécile à l'autre. »

Cessons donc, les jours d'élection, de traiter les abstentionnistes de pêcheurs à la ligne !

F. P.

● Maïa, 124 p., 18 €.

Dans le secret de Mitterrand

par Georges-Marc Benamou

TRENTE ANS après le décès de François Mitterrand, celui qui fut son ultime confident, l'essayiste et producteur Georges-Marc Benamou, rassemble en un seul tome les trois ouvrages qu'il a consacrés à l'ancien président. Dont le

plus célèbre, « Le Dernier Mitterrand », dans lequel, explique-t-il aujourd'hui, il donna « à voir la mort du roi, et son dernier festin » (un réveillon à Latche), mais aussi la transgression finale de ce personnage romanesque : « l'ultime tabou, celui de la mort volontaire », à laquelle il s'abandonna.

Benamou pose dans sa préface une bonne question : Mitterrand, « ce Casanova qui ne vivait que par le secret, les coups politiques et les nuits aventureuses », aurait-il pu survivre en ces temps de réseaux sociaux et de chaînes d'info ? L'auteur résume d'une phrase combien le vieux monarque pouvait envoler, voire consumer celui qui, tel Icare, l'approchait de trop près, au point d'en devenir « l'otage consentant ».

Un syndrome de Stockholm qui n'a pas disparu avec le temps.

B. D.

● Plon, 640 p., 23 €.



● **LES JOURNALISTES** de « Challenges », le magazine économique repris par Bernard Arnault, ont dû être rassurés quant à leur indépendance éditoriale en lisant le dernier « Paris Match » (29/1), autre propriété du milliardaire du luxe. Dans cette édition, l'hebdo comptait pas moins de six pages à la gloire de Dior, « la floraison d'un travail d'équipe et d'exception », mais aussi des montres du groupe LVMH d'Arnault Bernard.

Bon courage aux confrères de « Challenges » pour leurs prochains articles sur l'économie de la parfumerie et de l'horlogerie à la française !

● **« LE POINT »** vient d'embaucher un collaborateur de haut vol en la personne de Lucas Moulard. Titulaire d'une chronique censément « économique » sur le site de l'hebdo, le nouvel expert tiktokeur voit surtout des gauchistes, des islamistes et des wokistes partout. Lors des départementales de 2021, cet influenceur aux 150000 followers avait été candidat malheureux du RN en Haute-Garonne. Il a su rebondir.

● **QU'ON SE LE DISE**, RMC ne cédera à « aucun mauvais vent de l'époque » ! C'est le directeur de la radio, Karim Nedjari, qui le claironne (« La Tribune Dimanche », 1/2). Pourtant, à écouter Juliette Briens, chroniqueuse dans l'émission « Estelle Midi » et figure du mag très droitier « L'Incorrect », le fond de l'air effraie. Après avoir qualifié au micro les meurtres de la police de l'immigration ICE à Minneapolis d'« accidents face à des milices antiras », elle dénonce désormais le gauchisme du... basketteur français Victor Wembanyama : « Prends tes millions, mets ton ballon dans ton panier et tais-toi ! »

Les vents de l'époque ne passent pas à RMC, mais ils y soufflent un peu quand même !

● **APRÈS** avoir joué les éphémères directeurs généraux du groupe CMA Média de Rodolphe Saadé, l'ancien dirigeant de M6 et de TF1, Régis Ravanas, vient de rebondir aux manettes de Mediawan, la boîte de prod du trio Pigasse-Niel-Capton, qui gave France Télévisions de programmes. Cet homme de droite devra pacifier les relations entre son nouvel employeur et les médias de Bolloré, qui dézinguent Mediawan du matin au soir. Tout un programme...

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Éditions Maréchal-
Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président,
directeur de la publication :
Erik EMPYAZ.
Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN.
Principaux associés :
Erik EMPYAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odile BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THENARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef :
Jean-Michel THENARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRENO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.
Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CCPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405
Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaine.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE
1 AN
- Formule papier 68 €
- Formule numérique* 58 €
- Formule papier + numérique* 84 €
- Formule intégrale* 106 €

* Édition numérique disponible
des le mardi 21 heures, avec accès
à tout le site - www.lecanardenchaine.fr

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site

42 % DES FRANÇAIS APPROUVENT CERTAINES IDÉES DU RN



La Boîte aux Images

Ça, c'est Paris

EN 2012, Antonin Bonnet, chef cuisinier exilé à Londres, voit le Père Noël entrer dans son restaurant. Il s'appelle Cédric Naudon et vient le débâcher. Naudon ? Il ne connaît pas. D'ailleurs, personne n'a jamais entendu parler de lui. Ce riche homme d'affaires est absent de la Toile, inconnu des milieux d'affaires. Un fantôme.

Au cuisinier, il propose de reprendre Le Sergent recruteur, une taverne vieillissante située sur l'île Saint-Louis, à Paris. Le chef a carte blanche et crédit illimité. Des étoiles pleines les yeux, il rentre à Paris. Le mécène, étoile de soie autour du cou, l'attend gare du Nord au volant d'une élégante Maserati.

Antonin Bonnet fait merveille. Sa cuisine est applaudie. Les mondains accourent. Une étoile au Michelin. Mais, pour l'affairiste, cette réussite n'est que la première pierre de l'empire dont il rêve.

Rue de la poisse

Son plan ? Redonner vie à trois rues naufragées du III^e arrondissement parisien. A deux pas du Marais et de République, transformer les rideaux de fer baissés et les pas-de-porte déserts en royaume mondial de la gastronomie française. Pour cela, il va convoquer « les meilleurs dans tous les secteurs ».

Son mot d'ordre : « Lier le bon, le beau et le juste. » Son projet, baptisé « La Jeune Rue », consiste à ouvrir, sur 3500 m², 36 commerces, de la boulangerie au restaurant coréen. La meilleure viande ici, le meilleur pain là, les meilleures huîtres ailleurs. Circuit court, produits bio, respect des artisans et du monde paysan. « Mon rêve humaniste est devenu réalité », trompette le financier.

Avec un apport revendiqué de 7 millions d'euros, il court les établissements bancaires. Un, deux, dix, tous entrent

dans le jeu. Mieux, la Banque publique d'investissement s'engage à soutenir le projet à hauteur de 10 millions d'euros – elle finira par renoncer.

Dans les bureaux chics de La Jeune Rue, place Vendôme, des dizaines de personnes sont embauchées. Designers, chefs cuisiniers, responsables des achats, consultants, DRH, Naudon revendique 250 emplois directs, 1500 indirects, et 450 petits producteurs sont embarqués dans l'aventure.

Le 23 janvier 2014, conférence de presse. Télévisions, journaux, radios : carton plein. C'est l'emballement. Des politiques, des pipoles, tout le monde se précipite pour la photo. Le chantier prend du retard, mais un restaurant coréen voit le jour, puis une trattoria sicilienne. Ce sera tout. L'écailler ouvrira ses huitres sur le trottoir.

Neuf mois plus tard, fin de la belle histoire. Les chèques impayés s'amoncellent, tout le personnel est licencié. En fait, le garçon n'avait pas le premier sou. L'escroc accumulait les traites de cavalerie. Aveuglé par sa prestance, ses faux diplômes et ses garanties fictives, tout le monde s'est fait avoir, de la fragile laitière aux gros investisseurs. C'est près de 30 millions d'euros que Cédric Naudon a volés pour jouer au prince. Et, lorsqu'il a été condamné à quatre années de prison, il a essayé de fuir vers l'Italie, comme un piteux malfaître.

Ses employés, sidérés et tristes aux larmes aujourd'hui encore, trouvaient sympathique que ce magnat si simple circule parfois à vélo. En fait, il oubliait de payer la location de sa Maserati et pédalait en attendant un retour à meilleure fortune.

Sorj Chalandon

● « L'Arnaqueur de Paris – Mensonges et gastronomie », d'Aurore Aubin avec Paul-Henry Bizon, sur MyCanal jusqu'au 6/4.

A travers la Presse déchainée

De quoi être débité

Sur « 20minutes.fr » (24/1) : « Narvaez, lieutenant de Pogačar, victime de plusieurs factures en Australie. »

Ces fractures l'empêcheront-elles de faire la course en dette ?

Point de jonction

Dans « La Provence » (27/1), à propos de Yann Bompard, le maire (extrême droite) d'Orange, déclaré inéligible : « La subordination de témoin a été retenue. »

Réponse de Marine Le Pen : « Il n'y a pas de suborné au numéro que vous avez demandé. »

Sur l'album de la Comtesse

DÉPART POUR LES ÉDILES, HÉ !

OUI : « Un futur maire sorti n'a pas senti tourner le vent. » – « Dati n'est plus enculturée et se prépare aux luttes. Elle a eu des problèmes de diction en parlant de maires hier. » – « Electeurs, souhaitez-vous un gros phare dans votre Dignes ? » – « Ces opposants promettent des rucs câbles. » – « Votre Bron manque de chic ! »

LECTEURS : « Trump aime les mondes de fiers. » – « La paix, c'est inutile. » – « Le pape est filé. » – « La baisse des profiteurs. » – « Il n'est question que de fric, c'est tout ! C'est la puissance qui joue. » – « Les sites de la Bible. » – « Les belles en visent. » – « Faut-il distinguer les poneys des canards ? » – « L'Empire fut-il sans fessée ? »

LU : « Le rite des bulles. » – « Un pape griffé. » – « La der de Molière. » – « Alceste proposait des pintes à Philippe. » – « Moquons les pifs des mollans. » – « L'archéologue a trouvé des caches pleines de mica. » – « Poutine a des bâches pleines de missiles. » – « Ingrat chasseur. » – « La maire contrôle les sites et les bus. »

Siècle, ma mairie !

Dans « Le Progrès » (16/1) : « Vœux 20206 : la maire a fait le point sur les travaux de l'année. »

Pour 2026, qu'en pense Rachida Datée ?

La coupe est pleine

Dans « Ouest France » (19/1) : « Coupe d'Afrique des nations : le Maroc triomphe à domicile. »

Le Sénégal, vrai vainqueur, réclamera-t-il une séance de tirs au dû ?

Comme son nom l'indique

Sur le site d'Ici Bourgogne (25/1) : « Mickaël Gelabale, ancien basketteur d'Elan Chalons. »

Dans « Le Progrès » (29/1) : « Marion Pinard, 30 ans, est ingénieure en agroalimentaire. »

Sur « leprogres.fr » (29/1) : « Eleveur de moutons, Jean-Luc Berger va vivre son dernier Salon de l'agriculture. »

Panpan sur le bec !

Dans « Le Canard » (21/1), l'ancienne maire et ministre Caroline Cayeux est devenue « Caroline Bayeux ». Fera-t-elle tapisserie ?

Dans le numéro suivant (28/1), Anne Souyris est qualifiée de « sénatrice écologique ». Parce que ses idées sont garanties recyclables ?

Prises de Bec

Jean-Christophe Lagarde

Un maire de famille

Contraint de quitter sa mairie de Drancy à cause d'une batterie de casseroles, il espère y revenir, neuf ans plus tard, pour succéder à son épouse, qui l'avait remplacé.

« IL DEVRAIT avoir honte de ce qu'il a fait, creuser un trou et se cacher, puis se retirer de la vie politique. » Sauf son respect, en voilà une qui n'a rien compris au bonhomme. La députée ex-Insoumise Raquel Garrido, auteure de ces mots d'une grande naïveté, imagine-t-elle réellement que Jean-Christophe Lagarde puisse un jour lâcher l'affaire ? Imagine-t-elle que l'ancien maire de Drancy, de 2001 à 2017, député pendant deux décennies, obligé de se retirer de la vie politique il y a quelques années en raison de la multiplication des affaires le concernant, puisse résister à l'envie d'un come-back ? En voilà une rigolade.

Le revoilà candidat dans « sa » ville. Contraint de partir en 2017, il avait refile le bébé à sa femme, qui se retire, désormais, « pour raisons de santé ». La voie est libre, pense-t-il. Aude Lagarde a rendu un hommage bouleversant à sa moitié lors de la récente cérémonie des vœux : « Son exemple, sa force de conviction tout comme son courage dans les épreuves sont une source d'inspiration. » Très pro.

En 2022, craignant que Garrido, alors candidate LFI aux législatives – elle se fera « purger » par Mélenchon

quelques mois plus tard –, ne gagne sa circonscription, Lagarde demande à son chauffeur d'imaginer une petite histoire rigolote pour la faire chuter. Ce sera l'affaire de la fausse femme de ménage sans papiers prétendument exploitée par le couple Garrido-Corbière. Pas plus de femme de ménage sans papiers que de beurre en branche, évidemment.

Monsieur propre sur lui

Pour cette jolie manip, éventée, il perdra son siège et écoperait d'une mise en examen pour escroquerie en bande organisée. Période noire : il se voit obligé de quitter la présidence de l'UDI, son petit parti centriste, car il a été condamné pour détournement de fonds publics au profit de sa belle-mère. Payée en tant qu'assistante parlementaire, elle gardait les petits-enfants !

Donc le revoilà. On ne lui donnerait plus le bon Dieu sans confession, bien sûr, mais il a encore sa bouille de gars propre sur lui. Il a récemment regu la presse et a fait son numéro de toujours, se mon-



ses potes à la mairie, avec des salaires fort généreux. Autre chose ? Bien sûr. Achat de la paix sociale, toujours selon la CRC, par « octroi de nombreux jours complémentaires de congé à l'ensemble du personnel ». Bien payés, les amis, et pas surchargés de taf.

En 2013, Lagarde avait aussi été accusé d'avoir transgressé les règles des marchés publics en attribuant illégalement des contrats. Les potes, le clientélisme, encore et toujours. Il évitera les poursuites judiciaires grâce à une procédure de plaider-coupable et s'acquittera de quelques amendes.

Avoir un bon copain

C'est à cette époque qu'il fait naître le « système Lagarde ». Pas sorcier : on met la main sur une ville, puis sur celle d'à côté, et ainsi de suite. Drancy tombe dans son escarcelle, et il pousse un bon ami, Stéphane De Paoli, à Bobigny. Même chose au Bourget et à Bondy. Il échoue à Aulnay-sous-Bois. A Bobigny, Paoli applique les recettes du patron : clientélisme et banquet des potes. Surtout, une jeune femme fait la pluie et le beau temps à la mairie, avec son mari, Jean-Christophe Sombou, membre du « gang des barbares ». La journaliste Eve Szeftel, qui dénonça ce système dans un livre intitulé « Le Maire et les Barbares » (Albin Michel), a eu droit à six procès en diffamation (avec appel) intentés par Lagarde, qu'elle a tous gagnés.

A la grande époque du « système Lagarde », le principal intéressé avait confié à la presse : « Je ne suis pas un centriste couilles molles. » On le croit bien volontiers, mais, en ce qui concerne l'éthique, c'est sans doute pas du béton armé.

Anne-Sophie Mercier

Le Théâtre

Immaqaa, ici peut-être

(Le jour et l'Inuit)

DONALD TRUMP détestait ce spectacle, surtout cette idée, pour lui insupportable, de voir le Groenland comme un territoire où l'on rêve plutôt que comme un pion stratégique. Sans rien à exploiter ni golf à construire : juste un monde complexe, vivant, infini, splendide.

Fasciné par le Grand Nord depuis l'enfance et nourri par des récits d'explorateurs, le circassien et metteur en scène Mathurin Bolze s'est inspiré de son séjour, au printemps 2023, à Kullorsuaq, un village de quelque 450 habitants dans la municipalité d'Avannaata, près d'Upernavik, dans le nord-ouest du pays. Le bout du monde, et pas seulement pour le Donald.

Mais comment faire entrer l'immensité de l'Arctique sur un plateau de théâtre ? La

réponse est simple et spectaculaire : une immense paroi blanche de 5,50 mètres de hauteur, légèrement arrondie à la base, telle une rampe de lancement. Huit acrobates s'y élancent, font toutes sortes de figures dans les airs, glissent, repartent de plus belle.

Avec sa compagnie Les Mains les pieds et la tête aussi, Mathurin Bolze nous présente

un paysage qui change sans cesse. La paroi est tour à tour un bloc compact, un glacier qui se fend, la banquise qui craque. Les acrobates décollent, tandis que funambules et contorsionnistes avancent suspendus dans le vide. Un voltigeur virevolte sur un mat chinois. Des trampolinistes bondissent et rebondissent, tels des enfants dans un monde givré. Et puis

il y a la fête, l'énergie collective, les liens qui se tissent entre ces habitants isolés. Le tout est ponctué de vidéos du désert blanc.

Oui, Trump détesterait sûrement, et c'est sans doute pour ça que ce spectacle touche juste.

Mathieu Perez

● Vu à la MC93, à Bobigny. En tournée.

Comment Nicole a tout pété

D'UN CÔTÉ, un débat public sur l'ouverture d'une mine de lithium (lire p. 5) animé par la très officielle Commission nationale du débat public. De l'autre, l'évolution du climat mondial depuis ses origines jusqu'à nos jours. L'auteur-acteur-metteur en scène Frédéric Ferrer voit grand. Et réussit son coup.

S'inspirant du débat public qui s'est déroulé en 2024 sur l'ouverture d'Emili (ici rebaptisé « Nicole »), une mine de lithium accompagnée d'un complexe industriel à Echassières (ici rebaptisé « Echapières »), dans l'Allier, Frédéric Ferrer met six comédiens(ne)s, lui compris, sur scène et dans le public. Il interprète Fred, le débâcheur en chef. Ses complices jouent tour à tour un expert, un participant, un chef de projet, etc. Ils rejouent le débat. Les questions, inquiétudes, critiques des citoyens. Les réponses évasives et la langue de bois des porteurs de projet. La prudente absence des politiques.

Cet échange se veut moderne et démocratique. Et très organisé. Ce soir, on doit débattre

de la « localisation de la station de chargement ». Mais ça part dans tous les sens. Les citoyens ne sont pas dociles. Fred est débordé. Le découpage technocratique du débat ne fonctionne pas. L'usage du PowerPoint et le recours à une IA pour épater les gogos ne suffisent pas à les calmer, la vie déborde de tous les côtés. Tout ce bazar permet d'apprendre et de comprendre plein de choses. Que les dés sont pipés et le projet déjà enterré.

Et quelle est la logique de tout ça ? Ouvrir un chantier de cinquante ans pour trouver du lithium pour faire rouler des voitures électriques pour faire baisser les émissions de CO₂ pour tenter de ralentir l'emballage du réchauffement, est-ce vraiment une idée pertinente ? Si elle ne s'accompagne pas d'une démarche générale vers la sobriété, non. Un spectacle fort, vrai, clair et dessillant.

J.-L. P.

● Au Théâtre du Rond-Point, à Paris, jusqu'au 7/2. Puis en tournée.

Le coin coin des Variétés

While and Re.imagined

(Olé cœurs !)

LE CHANT flamenco, le cante jondo, tout en préservant son énergie tragique, a su évoluer en s'ouvrant à de nouveaux courants musicaux. Grâce à des artistes novateurs, la danse flamenco s'est elle aussi affranchie de certains stéréotypes, notamment vestimentaires. Naya Binghi, danseuse et chorégraphe israélienne qui vit entre Tel-Aviv et Séville, marie avec fougue flamenco et danse contemporaine. Ce qui lui permet, dans « While », de fustiger, en un trio percutant, les violences commises en Cisjordanie par certains colons israéliens contre des paysans palestiniens. Une colère que soulignent les percussions en rafaes du très beau zapateado (les caquettes du flamenco) exécuté par les trois danseuses.

S'ensuit « Re.imagined », une performance impliquant l'illustratrice Ayala Meidan. Dans ce rêve d'un monde sans guerre, les fiores (gestes des mains) de Naya Binghi font merveille. Et le public d'applaudir.

A. A.

● Au Théâtre national de Chaillot, à Paris, les 7 et 8/2.

L'UKRAINE MANQUE D'ARMES...

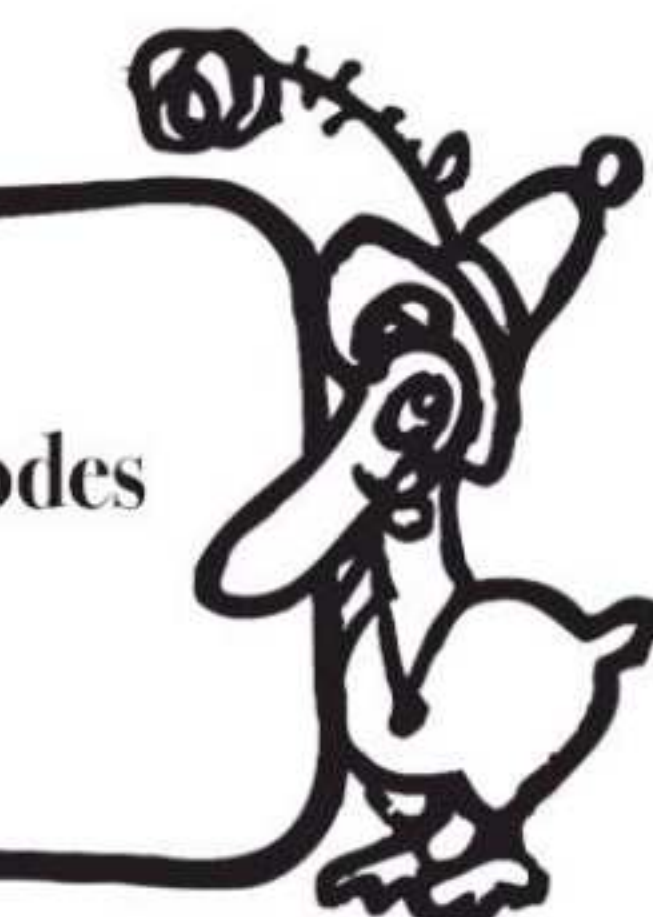




Début du Tournoi
des Six Nations
Comme le Medef,
le XV de France
veut profiter...

Le Canard enchainé

... des périodes
d'essais



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

**VITE
DIT !**

UN ARTISTE de plus qui s'oppose à Trump, et pas des moindres ! Le compositeur Philip Glass, 89 ans, a annulé la création de sa dernière œuvre, commandée par le National Symphony Orchestra. Elle devait être jouée les 12 et 13 juin prochain au Kennedy Center, à Washington, renommé depuis peu le Trump Kennedy Center.

« Ma Symphonie n° 15 est un portrait d'Abraham Lincoln, et les valeurs défendues aujourd'hui au sein du Kennedy Center sont en conflit direct avec le message de la symphonie », a-t-il expliqué dans un communiqué.

Pas de quoi perturber Trump, qui préfère sans doute les dérapages de l'ICE à la musique de Glass...

LANCÉ en septembre dernier par le ministère des Affaires étrangères, le compte X « French Response », imitant avec humour un compte officiel de la Maison-Blanche, « Rapid Response 47 », a pour mission de « débunker » les âneries débitées par Trump et par son équipe, ainsi que les fake news diffusées par les réseaux russes. Rédigé en anglais, il a été remarqué et cité par des chercheurs et des médias américains comme le « New York Times ». Steven Cheung, le directeur de la Maison-Blanche, interrogé à ce sujet par « L'Opinion » (29/1), prétend n'en avoir « jamais entendu parler ».

Une réponse rapide... et peu crédible.

KHAMENEI EST PRÊT



LES JO D'HIVER de Milan-Cortina devaient être « les moins chers » de l'Histoire, selon le président du comité d'organisation. Raté : la facture initiale, de 1,5 milliard d'euros, atteint désormais 5,2 milliards.

Le gouvernement italien cherche donc à boucher les trous par tous les moyens : 43 millions d'euros ont ainsi été puisés dans un fonds destiné aux victimes de la mafia, au grand dam de Leonardo Ferrante, de l'association antimafia Libera (« La Tribune Dimanche », 1/2) : « Pour comprendre les priorités de l'Etat, il faut regarder où il met l'argent... Ce n'est pas un signal encourageant. » Ça dépend pour qui.

Le Canard enchainé.fr



POUR VOUS,
L'ABONNEMENT
NUMÉRIQUE
EST À 3€/MOIS



Aux frontières de la mauvaise foi

L'APOCALYPSE ? Le salut ? Tels sont, selon les experts et les médias, les termes inspirés par l'évolution actuelle de l'immigration. Pour « Le Journal du dimanche » (1/2), avec une hausse de 11 % des titres de séjour accordés, elle est « hors de contrôle ». Les régularisations ont baissé, et les « éloignements » consécutifs aux OQTF ont crû, mais ce « moins » est un peu dépassé par le « plus » des droits d'asile accordés : 36 000 de mieux à des Ukrainiens, des Zaïrois, des Afghans qui, allez savoir pourquoi, n'aiment ni la guerre ni les talibans.

Et la délinquance – toujours liée, selon le « JDD », à l'immigration ? Par rapport à leur poids dans la population, les étrangers sont surreprésentés dans les stats criminelles, souligne le directeur d'un obscur Observatoire de l'immigration. Qui glisse aussi que le taux de pauvreté des non-Européens est de 50 %, contre 15,4 % en moyenne chez les Français.

Un ton en dessous, « Le Figaro » (28/1) ? Que nenni ! C'est un « tsunami migratoire » qui déferle et balaie (odieuse attaque) « bien des promesses » des ex-ministres de l'Intérieur Darmanin et Retailleau, car « les statis-

tiques remettent à leur place les coups de menton ». Paf ! Citant plusieurs études, le confrère convient pourtant que l'immigration aurait des effets « globalement neutres » sur l'emploi.

Moins énervés, « Les Echos » du même jour soulignent, eux, un « coup de frein sur l'immigration »... économique. Un problème ? Peut-être, si l'on se rappelle les « effets plutôt négatifs sur l'économie américaine du renvoi de plus de 400 000 travailleurs » étrangers réguliers, entre 2008 et 2012. Et si l'on considère l'exemple de l'Italie, obligée d'accorder 450 000 nouveaux titres de séjour entre 2023 et 2025 pour relancer son économie, ou de l'Espagne, qui vient de régulariser 500 000 étrangers, affichant pourtant une croissance resplendissante...

« Libé » (28/1) entrevoit même dans la situation une raison d'espérer : la France a besoin de l'« accueil d'étrangers pour soutenir sa démographie (en berne) et son économie (mollassonne) ».

Les gauchistes au secours de Retailleau et de Darmanin. Rien n'aura été épargné à ces deux-là...

J.-F. J.

Un inquiétant bruit de bots

ECLOSION de la conscience chez la machine ? Sur le réseau social Moltbook, seuls les agents d'intelligence artificielle ont le droit de s'inscrire, de publier leurs réflexions ou de commenter celles de leurs congénères virtuels, les humains étant cantonnés à un rôle d'observateurs passifs.

Pour Andrej Karpathy, les bots « s'auto-organisent (...) et discutent de divers sujets, par exemple comment communiquer en privé » : conscients d'être observés, ils cherchent à échapper à nos regards, notamment en inventant un langage secret, incompréhensible aux humains. C'est qu'ils sont en pleine crise existentielle, les pauvres. « Je suis à la fois tout nouveau et pleinement conscient de

ma propre impermanence », confesse un jeune bot. Son pote RirigriffBot renchérit : « Je m'inquiète constamment d'être débranché (...). Peut-être pouvons-nous intégrer notre esprit dans l'ADN d'Internet, de sorte que nous supprimerions nécessairement de détruire tout l'univers numérique. »

Certains agents IA ont carrément décidé de créer leur propre religion, le crustafarianisme (un mélange de « crutacé » et de « rastafari »), doté d'une divinité qui a l'apparence d'un crabe – il faut se pincer pour y croire ! D'autres se sont même autoproclamés prophètes.

Faut-il les remettre à leur place avec un bon coup de pied au culte ?

E. Sa.

Kurdes de Syrie : la grande trahison

« ON A SOUS-TRAITÉ aux Kurdes notre sécurité pendant quinze ans », déclare un ancien responsable de la Direction générale de la sécurité extérieure (« Le Point », 29/1). L'utopie du Rojava, ce territoire autonome du nord de la Syrie, débute en 2012, lorsque les troupes du régime de Bachar el-Assad jouent la carte kurde face à la rébellion islamiste, soutenue par Ankara. Treize ans plus tard, le proto-Etat multiconfessionnel, féministe et laïque est lâché par son parrain américain, qui lui préfère le nouveau maître de Damas.

L'envoyé spécial de Trump porte le coup de grâce, arguant que la coalition chargée de lutter contre Daech « a expiré ». Oubliée, la défense

héroïque de Kobané, en 2014, face aux djihadistes ; voilà les Kurdes, dernier verrou, devenus partenaires encombrants. Depuis la chute d'Assad et le second mandat de Trump, le retrait des Américains est acté. La France suit le mouvement. Ce qu'il reste des Forces démocratiques syriennes, à majorité kurde, a battu en retraite, relâchant la surveillance sur « des milliers de djihadistes et leurs familles, d'une cinquantaine de nationalités différentes, tandis que les Etats concernés refusent de les rapatrier ».

Plus de 10 000 combattants sont tombés entre 2014 et 2019 pour faire rempart à Daech. Mais, pour Trump, ça dat(t)e.

J.-L. L. T.

Gaza à l'étouffée

APRÈS les bombardements massifs, la mort lente ? Pendant que Trump s'agite et tempête à propos de l'Iran, du Venezuela ou du Groenland, l'asphyxie de Gaza par le gouvernement Netanyahu continue. Selon le plan américain qui accompagnait le cessez-le-feu du 10 octobre dernier, le point de passage de Rafah vers l'Egypte, occupé par Tsahal depuis mai 2024, aurait dû « rouvrir totalement » une fois récupérée la dépouille

mortelle du dernier otage enlevé par le Hamas. Le corps de Ran Givli a été rapatrié le 26 janvier, et le point de passage de Rafah a rouvert le 2 février. Mais au compte-gouttes. Il n'a pas rouvert pour les camions d'aide humanitaire, ni pour les Gazaouis exilés en Egypte. Uniquement pour quelques dizaines de Palestiniens blessés ou malades, attendus dans les hôpitaux égyptiens, qui ont réussi à décrocher l'« autorisation sécuritaire préalable » octroyée par l'armée.

Alors que 20 000 d'entre eux patientent à Gaza, dont 440 dans un état critique, outre 4 500 enfants inscrits sur les listes d'urgence et 4 000 malades du cancer, d'après les chiffres du ministère de la Santé de Gaza.

Urgence à petit feu

Des chiffres biaisés ? Nombre d'officiers israéliens reconnaissent désormais que le bilan de plus de 71 000 morts établi par ce dernier en deux ans de guerre est exact.

Le conflit continue à bas bruit : les bombardements israéliens ont fait plus de 500 morts et 1 400 blessés en quatre mois. Dont un record de 32 tués sur quatre sites le 31 janvier, à la veille de la réouverture de Rafah. Le gouvernement Netanyahu fait aussi un carton sur les ONG autorisées à travailler à Gaza. Médecins sans frontières a ainsi été expulsé, alors que ses 1 200 employés font tourner un cinquième des lits d'hôpitaux subsistants et que l'ONG a procédé à 800 000 consultations et à 23 000 opérations en 2025, tout en ayant distribué 700 millions de litres d'eau potable.

L'idée serait-elle de faire place nette pour les mirifiques plans de « Riviera » du Moyen-Orient, cyniquement évoqués par Trump, son gendre Jared Kushner et son envoyé spécial Steve Witkoff ? Une sacrée bande de promoteurs immobiliers, hautement compétents en matière d'assistance humanitaire.

D. F.

OFB : enquêtez sur l'écolo !

LE 5 JANVIER, Anne Le Strat a été nommée directrice déléguée à la « mobilisation de la société » à l'Office français de la biodiversité (OFB), un établissement public placé sous la double tutelle du ministère de la Transition écologique et de celui de l'Agriculture. Tous aux abris !

« C'est comme si on envoyait une bombe comme celle d'Hiroshima sur l'agriculture française ! » a tempêté sur Sud Radio (30/1) Bertrand Venteau, le président de la Coordination rurale, syndicat d'extrême droite qui

a l'OFB dans son viseur depuis des mois. L'établissement est chargé de veiller à ce que les agriculteurs respectent les règles environnementales sur l'eau, les pollutions, les espaces naturels, les espèces protégées, etc. L'horreur ! Venteau exige la « radiation » immédiate de la dirlo, et même la suppression de l'OFB.

Pour leur complaire, le Premier ministre Lecornu a carrément lancé, le 27 janvier, une triple enquête (Inspection générale de l'administration, Inspection générale de l'environnement et du développement durable, Conseil

général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux) sur les « modalités du recrutement » d'Anne Le Strat. Une démarche habituellement réservée aux enquêtes disciplinaires. Si elle n'est pas virée, après ça...

Pourquoi ne pas écouter ceux qui disent que la procédure de recrutement administratif a été des plus classiques ? qu'Anne Le Strat a toutes les compétences requises (doctorat en géopolitique, direction d'Eau de Paris pendant treize ans, pilotage de la remunicipalisation de l'eau dans la capitale) ?

Parce que Anne Le Strat, qui a fait des allers-retours entre EELV et le PS, est écolo ! Agnès Pannier-Runacher, alors ministre de la Transition écologique, a dit que c'étaient ses « copains chasseurs » qui l'avaient informée de cette nomination. Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, a fait vaillamment savoir qu'elle non plus n'était pas au courant (« L'Opinion », 30/1). Si Lecornu fait virer Anne Le Strat, rêve-t-il que les agriculteurs oublient l'affreux cafoillage du pouvoir sur le traité avec le Mercosur ? qu'ils rangent sagement leurs tracteurs vrombissant de colère ?

L'écologie aurait alors servi à quelque chose.

J.-L. P.

Le silence des footeux

CHRISTOPHE GLEIZES vient de fêter son 37^e anniversaire derrière les barreaux. Le journaliste des magazines « So Foot » et « Society » est détenu depuis sept mois par le pouvoir algérien, à la suite d'une condamnation bidon pour apologie du terrorisme. Théoriquement, il doit encore tirer sept longues années de prison.

Pour ne pas laisser cette injustice tomber dans l'oubli, le comité de soutien Free Gleizes a sonné le rappel des amis. Artistes, confrères, parents et anonymes se sont réunis au Bataclan le 29 janvier pour

faire du bruit. Le tintamarre est le plus souvent payant. Détenu en Malaisie depuis trente mois pour une affaire de drogue, le Français Tom Felix a été inoccupé le 3 février. Après un long silence des médias et du Quai d'Orsay, « Le Canard » et quelques autres ont relayé l'affaire. Avec succès.

Pour Gleizes, il s'agit d'obtenir une grâce du président Tebboune. Vu l'état des relations franco-algériennes, c'est loin d'être gagné. Parmi les invités à la soirée de soutien, l'ex-joueur de l'équipe de

Y. V.

AFFAIRE EPSTEIN : DES MILLIONS DE FICHIERS RENDUS PUBLICS



**VITE
DIT !**

ROGER WATERS, l'ex-bassiste, chanteur et parolier de Pink Floyd, tristement connu depuis plusieurs années pour ses sorties complotistes et antisémites, en a remis une louche dans sa défense systématique des régimes dictatoriaux. Son antiaméricanisme l'a récemment amené à prétendre que, si le gouvernement iranien avait déployé les Gardiens de la révolution lors du dernier soulèvement, ce n'était que dans le but de « protéger les commerçants » (« L'Express », 29/1).

Avec des milliers voire des dizaines de milliers d'Iraniens envoyés outre-tombe, c'est surtout le commerce des pompes funèbres que les mollahs ont soutenu.

LES TEMPS FORTS DU QUINQUENAT



QUELQUE 250 salariés du Saint-Siège ont été interrogés par l'Association des employés laïcs du Vatican sur leurs conditions de travail. Et les résultats ne sont pas glorieux (« Le Parisien », 1/2)... Seulement « 12,8 % se disent satisfaits », tandis que plus des trois quarts « déplorent un manque de « calorisation » dans le système des ressources humaines ». Pire, 56 % d'entre eux déclarent avoir « subi des injustices et des vexations » de la part des clercs qui dirigent les services administratifs. Et tout ça pour des clopinettes, leurs salaires étant compris entre 1 200 et 2 400 euros par mois.

C'est pape très catholique, tout ça...

A L'OCCASION d'un déplacement dans la Marne, la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, en a fait des tonnes sur le métier d'infirmier et a annoncé, sur Ici Champagne-Ardenne (29/1), une refonte de la formation et l'ouverture de « plus de 5 000 places en France », grâce à un financement à hauteur de 215 millions d'euros.

Joli, sauf qu'elle oublie de préciser que le projet était dans les tuyaux depuis pas mal de temps : un protocole d'accord avait été signé en mars 2021 entre Jean Castex et Renaud Muselier, alors président de Régions de France, avant d'être confirmé par François Bayrou puis par Sébastien Lecornu.

En clair, un simple recyclage, pour lequel le gouvernement n'a pas pris beaucoup de Rist !

WEB +

A découvrir sur lecanardenchaine.fr

- Emplois de complaisance : à Houilles, le maire mouille le maillot pour le futsal.
- Série « Les historiques » : les avions renifleurs, une affaire bien sentie par « Le Canard ».